



LE BUREAU
DES QUESTIONS
EXISTENTIELLES

LE PONT-CANAL
DES HERBETTES
est-il suffisamment solide ?

TROMBES. À Toulouse, il est possible de rouler sous le Canal du Midi. Au niveau de l'échangeur de Montaudran, le pont-canal des Herbettes enjambe en effet la rocade, transportant 4 500 mètres cubes d'eau. Un "ouvrage sensible" des Voies navigables de France, placé sous haute surveillance.

À u début des années 1980, lorsqu'ils ont tracé les contours de la troisième section du périphérique Sud entre Jules-Julien et le Palays, les ingénieurs de la Direction départementale de l'équipement (DDE) se sont demandés comment traverser le Canal du Midi, qui coule aux Herbettes dans le quartier Rangueil en direction de Castanet. « Faire passer la rocade au-dessus aurait nécessité la construction d'immenses rampes d'accès. La solution proposée par les ingénieurs était beaucoup plus simple », répond Jacques Noisette, responsable de la communication de Voies navigables de France (VNF). Il a donc été décidé de réaliser un pont inversé, accueillant l'eau et surplombant la route, qui avait en outre l'avantage de laisser cette portion de rocade semi-enterrée, afin d'en limiter les nuisances sonores. Et puisqu'on ne voulait pas interrompre trop longtemps le service de la navigation, le choix s'est porté sur un ouvrage préfabriqué en usine et facile à installer : un pont-canal métallique.

« C'est ainsi que l'on fit venir par convoi exceptionnel, depuis les établissements J. Richard Ducros à Alès, dans le Gard, douze tronçons en acier », indiquent les Archives municipales. Soudés sur place, posés en les faisant glisser à l'horizontale, puis renforcés par 14 ceintures transversales, ils peuvent supporter une charge de 2 700 tonnes. Pour assurer une sécurité maximale, VNF a fait installer des clapets capables de stopper l'écoulement du canal en amont et en aval de cet ouvrage de plus de 55 mètres. Aux flans du tablier, des capteurs donnent l'alerte en cas de vibration anormale de la structure ou si le niveau du plan d'eau monte trop haut : « Il y a deux ou trois ans, au printemps, alors qu'un violent orage s'abattait sur la région toulousaine, l'ouvrage s'est automatiquement mis en sécurité en quelques minutes. Heureusement, le système ne s'est jamais déclenché pour des raisons plus graves... », se réjouit Jacques Noisette.



Le spécialiste des voies navigables imagine le pire des scénarios, celui où le pont-canal venait à se rompre. Puisqu'il se situe entre deux écluses distantes de 12 kilomètres l'une de l'autre, ce sont 480 000 mètres cubes d'eau qui pourraient alors se déverser dans la rocade. C'est pourquoi sont régulièrement menés des contrôles de l'étanchéité et de l'anticorrosion de l'immense cuve ou du bon fonctionnement des capteurs. « Le pont-canal des Herbettes n'a jamais fait débat, ni sur son utilité ni sur ses matériaux. En 1996, lors de l'inscription à son patrimoine mondial, l'Unesco l'a envisagé dans toute sa modernité, preuve de la formidable adaptation du Canal du Midi au fil des siècles », conclut Jacques Noisette.

Philippe Salvador ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9
LA MÉTROPOLE
CONFIERA BIEN
SON EAU
À SUEZ ET À VEOLIA

Politique p.11
GILETS JAUNES :
LE PS APPELLE
À UNE RÉPONSE
POLITIQUE URGENTE

Quand le Père Noël BOUDE AMAZON

L'hebdo qui va de l'avent



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 20 > 26 DÉCEMBRE 2018 · N° 819



Pas de parution le 27 décembre 2018

R 29141 - 0819 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE DE MÉNINGES...

qu'il faut se creuser

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1123 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas Be-
laubre, Séverine Sarrat, Paul Périé et Maylis
Jean-Préau.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Hélène Ressayres
MAQUETTE :
Séverine Sarrat
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarnous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile
Tél : 09.83.27.51.41
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Avant, chaque année, c'était la même chose. Je procrastinais. Je faisais comme si Noël était encore loin et je me réveillais, à quelques jours de la date fatidique, avec une boule au ventre. Paniqué de devoir passer une journée entière dans la chaleur de magasins bondés, avec leurs effluves agressives de parfums et leurs employés inabordables. Paniqué aussi, craignant de ne pas parvenir à trouver de présents originaux, sensés, qui touchent. Finalement, de ne pas faire tant plaisir que cela à ceux qui m'entourent.

Cette année, les choses ont changé. D'abord, cela fait plusieurs mois que je note consciencieusement des idées de cadeaux qui correspondent vraiment à la personnalité de mes proches. Surtout, j'ai pris la résolution de n'offrir que ce que j'aimerais recevoir. Pour pimenter l'exercice, je me suis borné à acheter durable et local (Français en l'occurrence), en m'interdisant toute commande sur Internet. Et, afin de ne pas dépasser un budget très limité, j'ai fabriqué moi-même des jouets en bois pour mes filles. Contrairement à ce que certains s'imaginent, ce Noël sera sans doute l'un des plus beaux de ma vie, tant j'aurai pris de plaisir à offrir. Sans grand magasin et, j'en suis sûr, avec la joie de mes proches.



Alexandre, 36 ans, chaudronnier à Labège



BULLETIN D'ABONNEMENT JOURNAL TOULOUSAIN

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + web sur internet
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + web sur internet

6 MOIS 1 AN

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Mail _____

Règlement :

- Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain
- Par carte bancaire (nous contacter au 09 83 27 51 09)
- Par virement : Titulaire : NEWS-MEDIA 31

Domiciliation : CREDITCOOP TOULOUSE
IBAN : FR76 42 55 9100 0008 0104 6683 177
Code BIC : CCOPFRPPXXX - Code Banque : 42559
Code guichet : 10000 - N° Compte : 0801466831 - Clé 77

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de :
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet - 31 000 Toulouse



Signature obligatoire

3 COMPRENDRE

HO HO HO. Ce n'est pas parce qu'on est adepte de la course in extremis aux cadeaux que l'on ne peut pas éviter le consumérisme de Noël. Pour ceux à qui les folles sommes dépensées durant la période ou les interminables rayons de jouets fabriqués à l'autre bout du monde donnent le tournis, le JT s'est mis en tête de dresser un catalogue alternatif. Locaux, durables, faits maison ou solidaires... C'est cadeau !



Jt

QUAND LE *boude*

Une fête synonyme d'abondance et de profusion dans une société où les ressources se raréfient... S'il n'est pas question de renier Noël, les pratiques qui s'y réfèrent sont largement remises en question. En particulier les cadeaux, premier poste de dépense sur les quelque 70 milliards d'euros générés chaque année durant la période en France. Chacun d'entre nous en offre en moyenne une bonne dizaine, que leurs destinataires aient été sages ou non. Cela devient souvent une tâche laborieuse, qui aboutit de surcroît à des millions de colis - commandés sur des plateformes Internet qui excellent dans l'optimisation fiscale - traversant la France de part en part.

« *Un cycle infini de dettes qui créent de l'interdépendance* »

Une dépense d'énergie colossale dont le bien-fondé est de plus en plus contesté. D'autant que 35 % des Français déclarent avoir déjà reçu un cadeau indésirable. « On note un désenchantement à l'égard des courses de Noël, qui sont vécues comme un passage obligé de la consommation. Les gens ont de moins en moins envie de céder à des injonctions », constate Agnès Crozet, responsable du développement au sein de l'Observatoire société et consommation. Dans un contexte où l'on possède déjà beaucoup de biens, la quête d'un présent original est

forcément génératrice de stress. « Même si le matériel reste prédominant, on remarque l'émergence de cadeaux immatériels comme un dîner au restaurant, un voyage ou encore un concert », poursuit la sociologue. De même, de nouvelles tendances apparaissent, motivées autant par des raisons éthiques qu'économiques. Le tirage au sort, par exemple, est en train de se populariser au sein des foyers, le hasard se chargeant de décider à qui chaque membre de la famille offrira un unique cadeau. D'autres choisissent de ne plus gâter que les enfants. « Ces pratiques ne peuvent fonctionner que si elles reposent sur un consensus total, car il n'est pas si facile de sortir de l'hyperconsom-



PÈRE NOËL Amazon

mation », analyse Sophie Chevalier, anthropologue et coéditrice de l'ouvrage "Les cadeaux, à quel prix ?" Selon cette dernière, bien plus que de simples échanges de biens, les cadeaux matérialisent les relations sociales. « En anthropologie, on les appelle des dons. Ils répondent à trois règles : donner, recevoir, rendre. Soit un cycle infini de dettes qui créent de l'interdépendance entre les individus », détaille Sophie Chevalier.

L'acte d'offrir n'est donc pas si libre et gratuit. Il peut même induire des rapports de pouvoir. « Nous évaluons ce que nous recevons au prix ou à l'investissement personnel fourni par celui qui offre », poursuit l'anthropologue. Si de plus en plus de Français tentent d'échapper à la

marchandisation de ces échanges, Sophie Chevalier estime que, dans la mesure où les cadeaux, quelle que soit leur forme, reflètent la nature de la relation entre deux personnes, ils ont de fait un sens. « L'évolution des pratiques du don correspond à celle de la société. La consommation est fortement remise en cause, mais elle reste une sorte d'intégration sociale. Ce n'est pas un hasard si, pour Noël, nous épargnons nos enfants des processus qui visent à en sortir. »

« Un désenchantement à l'égard des courses de Noël »

Nicolas Mathé ✍

NOËL, PÉRIODE DE SURCONSOMMATION

Les cadeaux, premier poste de dépense des foyers



340 €
Budget cadeaux



571 €
Budget total



11,3

C'est le nombre moyen de cadeaux qu'achètent les Français à Noël

61 millions de jouets vendus en France

8,4 par enfant



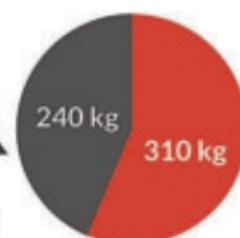
7% sont fabriqués en France

Le bilan carbone de Noël

650 kg de CO² par personne (soit environ 4 000 km en voiture)



Nourriture, trajets et lumières



Cadeaux

DU BOIS dont on fait les cadeaux

ÂGE TENDRE. Par essence, les jouets en bois sont durables et chargés en émotions. Bien qu'ils ne représentent que 2 à 3 % d'un marché dominé par les matières plastiques, ils sont de plus en plus nombreux sous le sapin. À Toulouse, le magasin Mercurius en regorge...

Jt



À l'approche de Noël, le magasin de jouets de la rue Ozenne ne désemplit pas. Ici, chez Mercurius, cela sent bon le bois. Il est partout, des cerceaux aux jeux de construction, des petites voitures aux poussettes de poupées, des circuits à billes aux échasses. Une cliente se dirige vers le rayon des instruments de musique. Les harpes et lyres sont en érables, les tambourins en pin... Son oreille s'arrête sur le son clair et harmonieux d'un carillon diatonique, poli à la cire d'abeille : « C'est pour ma fille de 3 ans », indique cette peintre aquarelliste de métier, poursuivant : « Je préfère évidemment le travail à la main. Et là, je sais que c'est un artisan qui a fabriqué cet objet. S'il venait de Chine, il serait bien sûr en plastique, fragile, certainement pas accordé, et sa sonorité ne serait pas aussi belle. » Emballée, elle achète finalement plusieurs carillons, plus ou moins grands, d'environ 25 à 50 euros chacun.

Derrière sa caisse enregistreuse, Virginie Ba, responsable du lieu et intarissable sur le sujet, lui explique pourquoi cette matière naturelle est parfaitement adaptée aux plus jeunes : « C'est une affaire de sens. Le toucher, le poids, l'odeur... Tout cela va énormément compter pour l'enfant. Car il ressent encore les choses de manière instinctive, il n'est pas dans l'intellect comme les adultes. C'est pourquoi il trouvera toujours davantage de signification dans un objet en bois. » En outre, sa solidité lui confère une dimension affective supplémentaire, puisqu'il

pourra se transmettre entre frères et sœurs, et, pourquoi pas, de génération en génération. « Plein d'émotions et d'histoires. » Ceux vendus ici, même s'ils ne sont pas tous fabriqués en France, sont respectueux de l'environnement, conçus dans des bois provenant de forêts écogérées – qui préservent la biodiversité – non traités et teints à l'eau. Telle marque est

« Je sais que c'est un artisan qui a fabriqué cet objet »

une entreprise de réinsertion qui emploie des adultes handicapés. La fondation de telle autre finance la construction d'écoles en Chine... Sur les étagères, pas un produit qui ne soit habillé de son label.

C'est un principe dans cette maison, et la raison pour laquelle cette nouvelle cliente vient d'arriver, à la recherche pour son fils d'un camion qui sorte de l'ordinaire : « Les enfants sont particulièrement sensibles à la

qualité, quel que soit leur âge, qu'ils aient 6 ans ou 6 mois. Je ne souhaite pas offrir au mien quelque chose qui n'a pas de sens et qui finirait par s'entasser sur une montagne d'autres présents inutiles. Je veux que mon fils se dise que c'est beau. Qu'il aille naturellement vers cet objet, qu'il se l'approprie », s'enthousiasme la maman, apparemment représentative de la clientèle de Mercurius. « Celui qui arrive pour acheter un jouet en a, en général, une idée très précise en tête. Mais cela ne nous empêche pas de lui faire découvrir ce qu'il n'était pas venu chercher », confirme Virginie Ba. Le lieu pourrait en effet être aisément confondu avec la maison d'un Père Noël responsable et créatif : des blocs de cire d'abeille pour dessiner dès le plus jeune âge, des kits de construction de mobiles ou d'attrape-rêves à plumes, de la laine de mouton cardée à feutrer soi-même... « J'en ai fait des cartables pour mes enfants », lance la commerçante, qui est donc aussi mère de famille et habile



© PS

LA TÊTE D'AMPOULE

Et si l'on s'offrait DE L'OCCASION ?

RÉCUP. La tendance s'installe durablement au pied du sapin : de plus en plus de cadeaux sont de deuxième main. Anthropologue et spécialiste de la consommation, Dominique Desjeux décrit ce phénomène dont les racines sont autant économiques qu'écologiques.

Attention, un cadeau d'occasion ne s'offre pas à la légère. Pour qu'il plaise, plusieurs facteurs doivent absolument être pris en compte. Et en premier lieu sa nature. Cela peut être « un objet chiné, patiné, empreint d'histoire ou d'amour, qui aura plus de valeur que s'il sortait d'un magasin », explique l'anthropologue Dominique Desjeux. Ou bien un produit high-tech (hi-fi, DVD ou jeu vidéo) d'occasion, toujours en tête des reventes, « parce qu'ils ne portent pas une grande charge affective. L'important c'est qu'ils fonctionnent », souligne l'expert. En revanche, ce spécialiste de la consommation conseille d'opter pour du neuf lorsqu'il s'agit d'offrir un vêtement, le dernier Goncourt ou un outil de bricolage... Tout dépend bien sûr aussi du destinataire, le cadeau étant « un indicateur de la distance qui nous sépare de celui qui le reçoit. Selon que celui-ci est un être proche, un membre de la famille ou un collègue de travail, le plaisir sera différent », précise-t-il. En la matière, le risque est donc plus grand de décevoir son conjoint que son voisin. Selon l'enquête 2017 d'OpinionWay pour PriceMinister Rakuten, les 18-34 ans seraient bien plus enclins que les plus de 50 ans à offrir un cadeau de seconde main, « du moment qu'il plaît ». De même que les provinciaux par rapport aux Parisiens : « On observe à la fois un clivage générationnel et géographique. Mais ces indicateurs renvoient surtout à une question de baisse de pouvoir d'achat, qui touche davantage les jeunes, en province, avec des revenus faibles », décrypte Dominique Desjeux, qui étudie le porte-monnaie des Français depuis plus d'un quart de siècle. En 2009, lui et son équipe s'étaient intéressés aux effets de la crise économique, débutée un an plus tôt, sur nos habitudes de consommation : « Nous avons alors constaté le boom du marché des objets d'occasion, avec la multiplication des vide-greniers par exemple. Et les reventes de cadeaux en ligne après Noël devenaient une tendance de fond. C'était tout à fait nouveau. » À l'époque, la plupart des transactions avaient lieu sur eBay, une plateforme dépassée depuis par Leboncoin. Internet, facilitant la circulation des objets, a largement amplifié « un phénomène profond, qui en dit beaucoup sur notre société » et a changé les mentalités : « Aujourd'hui, il n'y a plus rien de honteux à offrir un cadeau d'occasion », assure Dominique Desjeux, qui y voit même une solution pleine de sens, puisque « cela permet, sans même s'en rendre compte, de pratiquer l'économie circulaire, à l'heure où la raréfaction des ressources doit nous inciter à être plus économes dans nos modes de consommation ». Le professeur émérite à la Sorbonne suggère enfin « d'enchanter ses cadeaux de Noël d'occasion : Il suffit pour cela de mettre en avant sa démarche environnementale plutôt que ses problèmes d'argent », conclut l'anthropologue.

Philippe Salvador ✍

DOMINIQUE DESJEUX

> Anthropologue, professeur émérite à la Sorbonne – université Paris-Descartes, Dominique Desjeux a publié de nombreux ouvrages, dont le dernier s'intitule "L'empreinte anthropologique du monde", chez Peter Lang.



de ses dix doigts. À tel point qu'elle anime régulièrement des ateliers pour les petits, dont le prochain consistera à fabriquer des étoiles en papier transparent...

Lorsqu'elle et son époux se sont lancés, il y a quatre ans, il n'était question pour eux que de

distribuer en ligne des jouets et du matériel éducatif destinés aux écoles alternatives, hors contrat. Leurs clients étaient des professionnels désireux d'équiper

leur établissement scolaire. Avec l'ouverture de cette boutique toulousaine, en novembre 2017, les gammes et les cibles se sont élargies : « Nous avons considérablement enrichi notre offre et, désormais, tout le monde vient nous voir. Grâce au bouche-à-oreille, nous fournissons même des écoles publiques », se réjouit la jeune femme de 31 ans, originaire d'Alsace. Tout ce qu'elle propose est fait pour grandir dans la douceur et l'harmonie, loin des excès de la société de consommation. « Le fait de posséder peu de jouets leur confère davantage de sens. L'enfant prend conscience de leur importance. Et il peut en détourner leur usage principal pour en faire autre chose. Cela développe l'imaginaire », conclut-elle.

Philippe Salvador ✍

« C'est une affaire de sens. Le toucher, le poids, l'odeur... »

Jt



LA SOLUTION DE LA SEMAINE

DES JEUX DE SOCIÉTÉ *made in Toulouse*

On pourrait les croire ringardisés par l'essor des jeux vidéo. Pourtant, les jeux de société figurent encore en bonne place dans le top 10 des cadeaux les plus offerts aux enfants. Ils ont même de plus en plus la côte auprès des adultes.

Toulouse compte plusieurs éditeurs de jeux de société, dont Blue Cocker, fondé par Alain Balay en 2013. « Nous sommes une toute petite structure qui sort à peu près un jeu par an », annonce l'entrepreneur. Dans un secteur en plein boom, difficile de trouver sa place parmi les 1 200 nouveaux produits qui paraissent chaque année. « Cela nous oblige à viser l'excellence et à tout miser sur la qualité », lance Alain Balay, qui compare son métier à celui d'éditeur littéraire : « Je repère des auteurs et choisis les projets que nous allons prendre le temps de développer ensemble. Je n'ai pas de style précis, mon but est de créer des jeux qui procurent des émotions et qui soient acces-



sibles autant aux puristes qu'aux novices. » Son dernier né, "Welcome", dans lequel les joueurs incarnent des architectes dans l'Amérique des années 1950, s'est vendu jusqu'à présent à 50 000 exemplaires. La meilleure performance de la société. Auparavant, il y avait eu "Argh", petit jeu de bluff et de déduction autour de la protection animale, ou "Casting", jeu d'ambiance sur les stéréotypes. Des créations 100 % locales puisque leurs auteurs sont eux aussi Toulousains. Et disponibles dans les nombreuses boutiques spécialisées de la ville. Une excellente occasion d'éviter de faire faire des milliers de kilomètres à ses cadeaux de Noël : « Il y a tout l'écosystème qu'il faut ici pour consommer local. Et c'est tant mieux, car le jeu est avant tout une aventure humaine », conclut Alain Balay.

Nicolas Mathé ✍

Jt

LES MARCHÉS *de dernière minute*

Pour dénicher des cadeaux qui sortent du cadre de la production industrielle, les marchés de créateurs sont des valeurs sûres. **Artisanal et solidaire**, celui des allées Jules-Guesde à Toulouse, s'achève le dimanche 23 décembre. Tandis que la 7^e édition du **Creative Pink**, dédié aux créateurs de mode toulousains, se tiendra place Saint-Pierre, durant ce dernier week-end précédent Noël. En Haute-Garonne, citons le traditionnel **marché des artisans de Saint-Gaudens**, place du Foirail, également jusqu'au 23 décembre. Ainsi que celui de l'**école maternelle des Eterlous**, à Bagnères-de-Luchon, le samedi 22 décembre.



©Visiondumonde

DES CADEAUX *solidaires*

Les associations caritatives et les ONG rivalisent d'idées et de moyens pour ceux qui veulent faire un cadeau symbolique, un achat qui contribuera à les soutenir. Par exemple, en offrant une boîte de thé noir, à 25 euros sur boutique.msf.fr, vous permettrez à 75 personnes d'être vaccinées contre la rougeole. Cosmétique, déco, alimentaire ou loisirs, les catalogues de Noël de l'**Unicef** et d'**Amnesty International** sont parmi les plus épais. Quant au site label-emmaus.co, il est semblable à celui d'un supermarché en ligne. Pour les petits budgets, une boîte de Chocodon fera toujours plaisir, au profit de l'association **Solidarités nouvelles face au chômage**, jusqu'au 31 janvier 2019. Enfin, en passant par l'ONG **Vision du monde**, offrez la possibilité à vos proches de faire un geste pour les plus démunis. De leur part, une moustiquaire (à 12 euros), une chèvre (à 59 euros) ou un vélo (103 euros) iront changer des vies à l'autre bout de la terre.



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

C'EST MOI qui l'ai fait !

Il est bien connu que, dans un cadeau, c'est l'intention qui compte. Quel meilleur moyen donc, pour en attester, que de réaliser soi-même ses présents ? Facile à dire pour les MacGyver qui conçoivent un hélicoptère avec trois bouts de bois et deux élastiques. Pour les autres, il existe à Toulouse un espace collaboratif de fabrication, l'Atelier des bricoleurs, créé en 2014 par Laurent Huret. « On a beau avoir le savoir-faire, en milieu urbain, on ne bénéficie pas forcément de la place et du matériel nécessaires pour bricoler. L'idée était de construire un lieu pour réunir tout cela », raconte le fondateur. 450 mètres carré, 12 postes de travail et 250 outils sont ainsi à disposition des particuliers pour façonner le bois ou le métal. « Nous proposons des ateliers à thèmes : fabrication d'un cadre, d'une drapsienne, d'une lampe... Mais les gens peuvent aussi venir avec leurs projets pour profiter de l'espace en libre-service et d'une

aide, que ce soit pour le design ou pour la technique », détaille Laurent Huret.

Entraide, partage des savoirs, solutions durables pour le respect de l'environnement, les valeurs défendues toute l'année par l'Atelier des bricoleurs prennent tout leur sens à l'approche de Noël. Dans quelques jours, planches à découper, supports à dinette, meubles à chaussures, lits pour bébé, massues de jonglage et même une guitare, tous confectonnés à l'atelier, trouveront leur place sous un sapin. « Il est possible de réaliser soi-même énormément d'objets, la seule limite est celle de l'imagination. Et en plus des compétences que l'on acquiert ici, fabriquer permet de prendre conscience du prix des choses », souligne Laurent Huret. Si ce dernier observe un véritable engouement pour le Do It Yourself (faites-le vous-même), il concède toutefois que le fait de franchir la porte d'un espace collaboratif n'est pas tout à fait rentré dans les usages : « Nous sommes un peu précurseurs, mais d'ici quelques années, je suis persuadé qu'il y aura plusieurs lieux du même genre à Toulouse. »

Nicolas Mathé ✍



Jt



Voiture électrique en libre service ou avec voiturier



Sans abonnement - Stationnement libre et gratuit*



iodines.fr

05 82 08 52 70



* sur la voirie dans la zone de libre service

GRAND ANGLE

Gestion de l'eau : UN VOTE QUI COULE DE SOURCE

VAGUE. Par 84 voix contre 36, les conseillers métropolitains ont voté jeudi 13 décembre pour une délégation de service public de l'eau et de l'assainissement. Veolia et Suez se verront confier, à partir du 1^{er} janvier 2020 et pendant 12 ans, ces deux marchés estimés à 1 milliard d'euros, hors taxes et redevances. Retour sur une délibération sans surprise, mais animée.

Il ne manquait que deux conseillers métropolitains hier, chaque responsable de groupe ayant battu le rappel pour ce vote décisif. À commencer par celui de la majorité, dont 67 élus sur 68 se sont prononcés en faveur d'une délégation de service public de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Seule Dominique Faure a choisi de ne pas s'exprimer. Travaillant pour le cabinet d'audit qui assiste la collectivité sur la question, elle avait été accusée de conflit d'intérêts : « Je suis content que ce sujet ne vienne plus perturber les débats », s'est félicité Pierre Trautmann, vice-président de Toulouse-Métropole en charge des délégations de service public, à quelques minutes du scrutin. L'élu a assuré une nouvelle fois à tous ceux qui s'interrogent sur la solidité du contrat avec Suez et Veolia, que celui-ci « est en béton ». À partir du 1^{er} janvier 2020 et pendant 12 ans, ces deux groupes se verront confier des marchés estimés à 1 milliard d'euros, hors taxes et redevances. La Métropole prenant 70 % des investissements à sa charge, dont 24 millions d'euros par an pour le changement des canalisations. Le tarif unique pour l'utilisateur est fixé à 2,91 euros le mètre cube d'eau. « Le plus bas de



France », a-t-on entendu plusieurs fois encore hier. « N'oubliez pas ce qui se passe dans la rue... Cette baisse de prix correspond à une économie de 120 euros par an en moyenne pour chaque foyer », a enfoncé Pierre Carles, le maire de Blagnac, qui compte parmi les six radicaux de gauche sur huit ayant approuvé le texte. C'est pour cette raison que le maire socialiste de Montrabé Jacques Sébi n'a pas pris part au vote. Son groupe

« Pourquoi une telle urgence pour un contrat de 143 mois ? »

s'est d'ailleurs montré très divisé, 13 autres conseillers roses s'étant abstenus. Ce qui fait dire au président Jean-Luc Moudenc qu'après avoir « érigé l'eau en totem politique, l'unité apparente de la gauche a volé en éclats ».

Parmi les partisans les plus virulents d'une régie publique de l'eau, Claude Raynal, le chef du groupe socialiste, n'a pas manqué de charger la présidence de la Métropole toulousaine : « S'il y a des dogmatiques dans cette salle, ce sont Jean-Luc Moudenc et Pierre Trautmann. » Dans le reste de l'opposition, les communistes, Génération.s et le groupe Métropole citoyenne ont voté, comme un seul homme, contre une exploitation privée. Antoine Maurice, membre du groupe Métropole

citoyenne a proposé une nouvelle fois la mise en place d'un tarif social et progressif, « pour que les premiers mètres cubes d'eau nécessaires à la vie soient gratuits ». Quant à son voisin d'assemblée François Lépineux, il a réclamé un report du vote et un délai de trois mois supplémentaires pour comparer les chiffres : « Pourquoi une telle urgence pour un contrat de 143 mois ? Afin de museler le débat ! », fulmine le maire de Brax, le seul avec celui de l'Union, Marc Péré, à avoir organisé une votation citoyenne sur le sujet. Son groupe dit vouloir poursuivre le combat « sur le terrain politique » et n'exclut pas un éventuel recours juridique pour faire annuler la délibération.

Philippe Salvador ✍

À LA LOUPE

Du biogaz MADE IN FRANCE, c'est possible

ÉNERGIE. L'entreprise toulousaine Ilek, premier fournisseur d'électricité verte et locale, lance une nouvelle offre à destination des particuliers : du biogaz made in France, et bientôt in Occitanie.



« Le gaz commercialisé par les fournisseurs en France est intégralement importé. Il provient exclusivement d'Europe du Nord, de Russie ou d'Algérie », constate Remy Company, cofondateur de l'entreprise Ilek. À l'inverse, cette société toulousaine s'est positionnée sur ce marché en proposant à ses clients une toute nouvelle offre de gaz naturel, produit en France.

Le biogaz distribué par Ilek est issu d'un procédé de méthanisation. Il s'agit de transformer des déchets agricoles en énergie via un processus de fermentation. « Une économie circulaire qui permet le retraitement des matières organiques tout en garantissant un tarif équivalent au marché fossile », précise Remy Company.

Et si, pour l'instant, Ilek achète son biogaz à un seul producteur indépendant dans la région de Brest, la société est « sur le point de finaliser, courant 2019, des partenariats avec des producteurs d'Occitanie », affirme le dirigeant. Une façon de fournir à ses clients une énergie verte et locale. « Si les Français attendent de la transparence pour les produits alimentaires et cosmétiques, pourquoi ne pas apporter de la traçabilité dans le gaz et l'électricité ? » commente Julien Charodon, le second fondateur d'Ilek.

Investie aujourd'hui dans le marché du biogaz, Ilek est aussi, depuis 2016, le premier fournisseur d'électricité d'origine 100 % renouvelable et 100 % française. L'éolien et l'hydraulique sont les principales sources d'approvisionnement mais les responsables d'Ilek confient travailler auprès de producteurs d'énergie issue du solaire pour alimenter leurs clients courant 2019.

Séverine Sarrat ✍

ET MAINTENANT ?

Les Toulousains de plus en plus impactés PAR LES AVIONS

CACOPHONIE. 1 364 vols en cœur de nuit ont été enregistrés pendant la saison estivale à l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Un chiffre en augmentation qui désole les riverains. Pour concilier le trafic et la tranquillité des Toulousains, des solutions existent selon le Collectif contre les nuisances aériennes.

Le chiffre est tombé le 13 décembre dernier. Selon l'observatoire Cœur de nuit, rassemblant les acteurs concernés par l'activité aéroportuaire de Toulouse, le nombre de vols entre minuit et 6 heures du matin a augmenté lors de la saison estivale. Entre le 1^{er} avril et le 31 octobre, 1 364 avions ont atterri ou décollé de l'aéroport de Toulouse-Blagnac contre 1 146 vols en 2017. Au grand dam des 100 000 habitants impactés par la gêne sonore. « Avec la canicule, il était impossible de ne pas ouvrir les fenêtres la nuit, les riverains ont passé le pire été depuis plus de dix ans avec des records de bruits ! De plus, les vols entre 22h et minuit ont, eux aussi, considérablement augmenté. C'est précisément le moment où les gens vont se coucher », lance Chantal Beer-Demander, représentante du Collectif contre les nuisances aériennes (CCNAAT).

Depuis la mise en place sur son site d'une plate-forme permettant de signaler un avion gênant, il y a 18 mois, le CCNAAT a enregistré plus de 2 000 plaintes de riverains. « Cet été, sur une seule nuit, entre 22h et 6h du matin, nous avons relevé jusqu'à 28 vols ! Nous avons atteint les limites du supportable pour un aéroport situé sur un territoire aussi urbanisé », poursuit Chantal Beer-Demander. De son côté, la société ATB, exploitante du tunnel, reconnaît que « la tendance est à la



hausse » tout en assurant respecter son « engagement de ne pas dépasser le nombre de vols en cœur de nuit opérés en 2010 ». Elle justifie cette augmentation en évoquant la mise en place d'un nouveau vol vers la Réunion, des vols décalés la nuit en raison de grèves du contrôle aérien de Marseille (de mars à juin) et par la « congestion estivale du trafic dans le sud de l'Europe ».

Réduire le bruit des avions est-il vraiment possible à l'heure où le

« Les riverains ont passé le pire été depuis plus de 10 ans »

trafic de l'aéroport ne cesse de progresser (hausse du nombre de passagers de 1,5 % en novembre) ? Alain de Meslières, le directeur des opérations d'ATB, assure poursuivre son « objectif de maîtriser le trafic dans le cœur de nuit en discutant avec les compagnies lorsqu'elles élaborent leurs programmes de vols ». Pour les associations de riverains, il faut aller plus loin. Le CCNAAT demande la fermeture nocturne de l'aéroport. Un tel couvre-feu est déjà d'actualité à Orly et à Francfort, où, depuis 2012, les vols sont interdits entre 23 h et 5 h du matin. « Les avions construits récemment sont de plus en plus gros et de plus en plus bruyants. On

tente de limiter la consommation de kérosène et la pollution, mais le bruit reste le parent pauvre. Il faut donc restreindre le trafic », explique Chantal Beer-Demander. D'autres solutions pourraient être envisagées, comme l'optimisation de la seconde piste de l'aéroport de Toulouse, plus éloignée de la zone urbanisée et pourtant sous-utilisée. Enfin, certaines techniques de pilotage au décollage et à l'atterrissage pourraient aussi contribuer à la réduction du bruit. « Aujourd'hui, parmi les collectivités territoriales, seul le Conseil départemental se montre vraiment attentif à la question des nuisances. Pour changer les réflexes et faire du bruit une priorité, nous devons inverser le rapport de force », lance Chantal Beer-Demander.

Maylis Jean-Préau ✍

ÇA BOUGE !

Marchant : EN FINIR AVEC L'HOSPITALISATION longue durée

CLÉ. Actuellement, environ 70 patients sont pris en charge pour des soins de longue durée à l'hôpital Marchant. Pour éviter à ces personnes souffrant de handicap psychique de passer trop de temps entre ses murs, l'établissement a ouvert un centre recours en réhabilitation psychosociale.

« Personne ne peut, et donc ne doit, être contraint de construire sa vie à l'hôpital. » C'est pour répondre à ce principe que le centre hospitalier Gérard Marchant, spécialisé en psychiatrie, vient d'ouvrir, le 3 septembre dernier, son nouveau centre recours en réhabilitation psychosociale (C2RPS). « C'est un dispositif qui active et coordonne les moyens de faire aboutir un projet de vie et de soins des patients », explique Emmanuel Gallet, psychiatre et responsable de la structure. Destiné aux malades hospitalisés plus de 290 jours au cours de l'année, ce programme réunit une équipe pluridisciplinaire (médecin, neuropsychologue, infirmière et ergothérapeute) qui réalise une évaluation,

durant un mois, de la pertinence des solutions envisagées. Du logement autonome au foyer de vie médicalisé en passant par l'appartement thérapeutique, l'équipe soignante bénéficie de tout un panel d'alternatives pour permettre aux patients d'être suivis tout en vivant à l'extérieur du centre hospitalier. « Nous les accompagnons pour gérer au mieux les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Troubles de la capacité à interagir avec l'environnement, de la mémoire, de l'organisation, de l'orientation ou de la planification, chaque cas nécessite une prise en charge particulière », précise-t-il. En plus de diminuer la durée moyenne d'hospitalisation, ce dispositif entraînerait la réduction progressive du nombre de lits du centre hospitalier, qui passerait de 94 à 66 d'ici à 2020. Une réflexion est en cours pour développer une structure équivalente à destination des patients suivis en psychiatrie ambulatoire.

Nicolas Belaubre ✍



EN ABRÉGÉ
GEORGES MÉRIC
*confiant
 sur l'intégrité
 du Département*



Opposé à la fusion Département-Métropole, le président du Conseil départemental de Haute-Garonne multiplie les actions pour démontrer l'utilité de sa collectivité. Il estime que la menace s'éloigne et se dit favorable au maintien de la coopération déjà forte avec Toulouse Métropole.

D'abord, le rassemblement de 1 500 élus, maires et acteurs associatifs au 1 boulevard de la Marquette le 24 novembre dernier pour soutenir l'institution. Ensuite, un sondage commandé à CRP Consulting visant à montrer l'attachement des Haut-Garonnais à leur département et leur opposition à une fusion avec la Métropole. Georges Méric s'est lancé dans une véritable campagne de communication pour défendre bec et ongles le rôle de la collectivité qu'il préside. « Oui, le Département existe. La grande majorité des maires sont avec nous. 86 % des personnes interrogées y sont attachées », reconnaît Georges Méric. Pour le président, cette institution est plus que jamais nécessaire alors que le mouvement des Gilets jaunes illustre bien « la fracture entre les cœurs de métropole et les zones périphériques ». Selon lui, ce rôle de solidarité et d'équité territoriale ne pourra pas être assumé par la Métropole. Alors qu'il se murmurait dans les couloirs du Département que la rencontre avec la ministre de la Cohésion des territoires avait entériné le processus de métropolisation, Georges Méric assure au contraire que « la menace importante qui existait le 2 août s'estompe ». « Jacqueline Gourault a dit qu'il fallait du sur-mesure et que notre volonté devait être prise en compte. L'intégrité de la Haute-Garonne est respectée », précise l'élu. Une solution qui lui paraît raisonnable, d'autant que le Conseil départemental a déjà montré son désir de coopération avec Toulouse Métropole à plusieurs reprises : « Et ceci dès décembre 2015 avec l'application de la loi Notre qui incluait le partage des compétences et des accords financiers. Puis l'avis favorable au Plan de déplacements urbains (PDU) en 2016 avec une participation à hauteur de 201 millions d'euros pour les bus Linéo et le métro. Enfin, le 29 juin dernier, nous avons signé un accord de coopération pour les dix ans qui viennent. » Georges Méric demande donc l'application de cet accord mais prévient : « Si l'amputation du département était actée, les trois accords tomberaient. » Et le processus de métropolisation prendrait alors bien plus de temps.

Philippe Salvador ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

GILETS JAUNES : le PS appelle à une réponse politique urgente

DÉMOCRATIE. « Des annonces publiques frauduleuses », « des alliances pour défendre le libéralisme », « une majorité sourde aux revendications du peuple »... Autant de griefs nourris par le Parti socialiste à l'encontre du gouvernement, jugé arrogant face aux mouvements sociaux.

« Il y aura un avant et un après Gilets jaunes », estime Sébastien Vincini, premier secrétaire fédéral du PS en Haute-Garonne. Selon lui, la colère ambiante pourrait bien se concrétiser par un vote contestataire lors des prochaines élections européennes. « Et si nous ne voulons pas que ce dernier bascule en faveur du populisme et de l'extrémisme, nous devons porter une alternative politique franche », poursuit-il. C'est le message que souhaitait délivrer la fédération départementale du Parti socialiste lors d'une conférence de presse tenue ce lundi.

« Ce que demandent les Français est clair : de la justice fiscale et sociale », lance Sébastien Vincini, qui s'indigne d'une incompréhension totale et d'une rupture consommée entre le gouvernement et la population. « Ils sont complètement perdus », commente Joël Aviragnet, député de Haute-Garonne. « Ils paient leur arrogance. Ils pensaient tout savoir et n'ont écouté personne, et surtout pas l'opposition ». L'élu se rappelle pourtant avoir prévenu d'une tension sociale importante. « Mais ils sont passés outre », regrette-t-il. « Mieux, nous avons fait des propositions, d'abord balayées par la majorité, puis finalement reprises par le gouvernement », observe Claude Raynal, sénateur, énumérant le rehaussement du seuil d'exonération de la CSG, la suppression des taxes sur le carburant, l'augmentation de la prime d'activité... Mais ces signaux, qui semblaient aller dans le sens d'un apaisement social, sont pour l'élu un double langage : « Dans le même temps, le Sénat a voté un allègement de l'Exit tax (destinée à lutter contre l'évasion fiscale, ndlr), malgré l'amendement que j'ai déposé. »

À l'inverse, le PS propose de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), « ou du moins un impôt sur le patrimoine, peu importe son nom », lance Claude Ray-



nal. Mais aussi d'abandonner la flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus des capitaux mobiliers) et de renoncer au doublement du Crédit impôt compétitivité-emploi (CICE). « Cela permettrait de financer un plan d'urgence, que nous chiffrons à 25 milliards d'euros, et qui seraient mobilisables immédiatement », complète Sébastien Vincini, opposant le délai de six mois finalement annoncé par le gouvernement pour la mise en place des nouvelles mesures.

À plus long terme, les socialistes estiment que c'est un changement de modèle de société que les Français désirent, et assurent travailler en ce sens : « Nous participerons à la fameuse grande concertation nationale mais, de façon plus générale, nous lançons un vaste chantier de réflexion visant à repenser la démocratie locale et institutionnelle », déclare le premier secrétaire fédéral du PS 31. Nul besoin de préciser qu'il devra être achevé avant les élections municipales de 2020.

Séverine Sarrat ✍

*Le maire
 de Plaisance-du-Touch,
 LOUIS ESCOULA,
 démissionne*



Maire de Plaisance-du-Touch depuis 1989, Louis Escoula vient d'annoncer sa démission dans le bulletin municipal de la commune, en raison « d'alertes de santé » qui lui imposent de restreindre ses activités. La décision de celui qui reste conseiller municipal et président de la communauté de communes de la Save au Touch sera effective dans les premiers jours de janvier 2019. Un conseil municipal extraordinaire sera convoqué dans la foulée pour désigner celui ou celle qui occupera la fonction de maire.

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE
Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

LIQUIDATIONS

Jugement du 06/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire immédiate avec poursuite d'activité autorisée jusqu'au 31/12/2018 à l'égard de la
SARL OLD NEW
1 chemin Virebent 31200 TOULOUSE matériel lié à l'exploitation d'un restaurant, bar-restaurant, débit de boissons RCS 805 283 959
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. COSSET
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0835

Jugement du 06/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARLU MURANO
3 bis et 5 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE
Café, bar, brasserie, snack, glacier, restaurant et pâtisserie.
RCS 509 589 305
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
Juge-commissaire : M. FANTINI
Date de cessation des paiements le 10/10/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0836

Jugement du 06/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARL AURUS EVENT
184 avenue Saint Exupéry 31400 TOULOUSE
sécurité privée et la protection des biens et des personnes, la sécurité des événements, le gardiennage.
RCS 822 118 659
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 14/09/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0838

Jugement du 06/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la
SARL OTTO
120 route de Grenade 31700 BLAGNAC Station service, gaz en bouteilles, vente tous articles concernant l'automobile, RCS 752 693 846
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. COSSET
Date de cessation des paiements le 26/06/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0627

Jugement du 06/12/2018 :
conversion en liquidation judiciaire de la
SARL GARONNE PEINTURE
2 bis boulevard d'Arcole Bal 13 31000 TOULOUSE
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
RCS 814 301 446.

N° PC : 2018RJ0832

Jugement du 04/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARL LA MAKI NOZOL
14 route de Grenade 31840 SELH Restaurant vente à emporter de tous produits alimentaires.
RCS 830 805 560
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 30/08/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0839

Jugement du 06/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARLU NET.BAT 31
6 avenue Gutenberg 31120 PORTET-SUR-GARONNE
Nettoyage industriel
RCS 812 202 505
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLVOT
Date de cessation des paiements le 05/02/2017.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0831

Jugement du 04/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SAS Célu & Cie
32 avenue du Général de Gaulle 31120 PORTET-SUR-GARONNE
Vente de produits cosmétiques en général
RCS 828 890 442
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. DESCARPENTIERES EVRARD
Date de cessation des paiements le 21/10/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0833

Jugement du 04/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARLU M.L. VISION EURL
En Carrette 31540 ROUMENS
Vente directe à domicile, commerce de détail de produit cosmétique, de bien être, complément alimentaire, de bijoux, RCS 538 920 042
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
Juge-commissaire : M. BLATCHE
Date de cessation des paiements le 21/04/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0834

Jugement du 04/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARL ETABLISSEMENT PAYA
5 avenue de Saint-Gaudens 31210 AUSAISON
achat, revente, recyclage de métaux ferreux et non ferreux en France et à l'étranger.
RCS 502 753 874
liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS
Juge-commissaire : M. DESCARPENTIERES EVRARD
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0840

Jugement du 06/12/2018 :
ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la
SARLU ESPACE MENUISERIE
6 avenue Gutenberg 31120 PORTET-SUR-GARONNE
Pose de fenêtres, porte fenêtres ou baies vitrées pose de joints intérieurs et extérieurs et finitions et réglages
RCS 809 430 408
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
Juge-commissaire : M. MOLINIÉ
Date de cessation des paiements le 13/07/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

REDRESSEMENTS

N° PC : 2018RJ0830

Jugement du 04/12/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la
SAS OCCITALU JAMMOT
31800 MIRAMONT-DE-COMMI-NGES
Huisseries, menuiseries, modules en aluminium, acier ou tout autres matériaux.
RCS 827 991 332
mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Yann BRANCO-FERNANDES 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS
Juge-commissaire : M. DESCARPENTIERES EVRARD
Date de cessation des paiements le 04/04/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0829

Jugement du 04/12/2018 :
ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de
Monsieur Jean-François RIBA
16 avenue Jean Jaurès 31110 BAGNERES-DE-LUCHON
Commerce ambulancier de tous produits non-alimentaires et alimentaires.
RCS 522 621 663
mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS
Juge-commissaire : M. DESCARPENTIERES EVRARD
Date de cessation des paiements le 03/07/2018.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0882

Jugement du 04/12/2018 :
jugement arrêtant le plan de redressement de la
SARLU ETUDE MISSION BUREAUTIQUE
11 BIS rue Porteteny 31700 MONDONVILLE
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
RCS 480 770 544

N° PC : 2018RJ0119

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour extinction du passif de la
SARLU GUEST SKATEBOARD
15 rue Clémence Isaure 31000 TOULOUSE
RCS 530 505 007

N° PC : 2016RJ0813

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur BORDES Christophe
1 place François Mitterrand 31240 SAINT-JEAN
RM 514 484 310

CLÔTURES

N° PC : 2017RJ0238

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. BENYNI AT Samir
6 rue de l'Yonne 31100 TOULOUSE
RM 810 102 186

N° PC : 2017RJ0629

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. DALLA BETTA Ludovic
9 place du Souvenir 31660 BESSIERES
RM 520 017 773

N° PC : 2017RJ0252

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur KARTAL Mehmet Emin
Appartement 38 3 rue Maran 31400 TOULOUSE
RM 810 706 879.

N° PC : 2005RJ0521

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLU AGENCE PRIVEE DE RENSEIGNEMENTS ET DE SECURITE
52 boulevard Gabriel Koenigs 31300 TOULOUSE
RCS 413 748 831.

N° PC : 2010RJ0007

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL COULEURS D'AMBIANCE
17/18 avenue des Palanques 31120 PORTET-SUR-GARONNE
RCS 491 303 996.

N° PC : 2014RJ0647

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL LE CHINOIS
4 rue Baour Lormian 31000 TOULOUSE
RCS 788 808 061.

N° PC : 2015RJ1039

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS CONSTRUCTION HYDRAULIQUE DU MIDI (CHM)
5 rue Paule Raymondis 31200 TOULOUSE
RCS 538 981 580

N° PC : 2016RJ0947

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SASu PLAT UP
39 D boulevard Jean Brunhes 31300 TOULOUSE
RCS 814 560 827

N° PC : 2017RJ0222

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS AKR
56 route de Castelnaudary 31250 REVEL
RCS 814 420 725

N° PC : 2017RJ0228

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS LVMA
55 rue de la République 31300 TOULOUSE
RCS 793 786 310

N° PC : 2017RJ0239

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS WI WANE TRAVAUX FORESTIERS
52 boulevard Gabriel Koenigs 31300 TOULOUSE
RCS 812 372 217.

N° PC : 2016RJ0155

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL CAPUCINS TOULOUSE
8 rue Rivals 31000 TOULOUSE
RCS 754 049 310

N° PC : 2017RJ0625

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL A.B. SATELLI TES
36 avenue du Lauragais 31320 CASTANET-TOLOSAN
RCS 411 484 280

N° PC : 2018RJ0157

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL NTC SDA
11 avenue de la Gare 31440 CIERP-GAUD
RCS 822 774 139

N° PC : 2017RJ0504

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL SOCIETE DE LOISIRS D'OCCITANIE
14 chemin de la Chapelle 31800 VILLE-NEUVE-DE-RIVIERE
RCS 822 577 227

N° PC : 2018RJ0182

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL T.O.M.P
5 chemin des Cordeliers 31450 MONTGISCARD
RCS 497 933 168

N° PC : 2018RJ0351

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS NET CARRELAGE
11 avenue DU GÉNÉRAL DE GAULLE E14 31780 CASTELGINEST
RCS 814 477 162

N° PC : 2018RJ0363

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS BATIRAIL
243 route d'Albi BAL 39 31200 TOULOUSE
RCS 828 026 203

N° PC : 2018RJ0365

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL Integrate c soft
89 route d'Espagne 31100 TOULOUSE
RCS 517 739 660

N° PC : 2018RJ0366

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL salamander c soft
89 route d'Espagne 31100 TOULOUSE
RCS 517 740 973

N° PC : 2011RJ0748

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL LA TRADITION CONTEMPORAINE ENTREPRISE ROSSI GNOL
21 rue de la Beauté 31150 GAGNAC-SUR-GARONNE
RCS 353 639 032

N° PC : 2012RJ0851

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLU MATÉRIELS ET MATÉRIAUX POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
2 allée de la Brière 31770 COLOMIERS
RCS 502 777 071

N° PC : 2015RJ0140

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL TS CONSTRUCTION
7A impasse Paul Gauguin 31140 AUCAMVILLE
RCS 792 113 995

N° PC : 2015RJ0932

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL CAMPOS TRANSPORTS
30 chemin de Casselèvres 31790 SAINT-JORY
RCS 524 234 507

N° PC : 2015RJ1054

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL MI COLIVE
19 rue Castellane 31000 TOULOUSE
RCS 512 318 973

N° PC : 2016RJ0156

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLU ACTION AUTO 31
275 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE
RCS 794 791 699

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE
Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2017RJ0027

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL M & F
6 boulevard des Minimes 31200 TOULOUSE
RCS 803 696 806

N° PC : 2017RJ0081

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL LES COMPAGNONS DU BOIS
19 BIS avenue de la Forêt 31370 RIEUMES
RCS 539 001 214

N° PC : 2017RJ0423

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS LE RENDEZ-VOUS
47 avenue de Fronton 31200 TOULOUSE
RCS 794 069 559

N° PC : 2017RJ0591

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS B.K.P
46 boulevard de Suisse 31200 TOULOUSE
RCS 802 078 477

N° PC : 2017RJ0615

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL LE POINT D'ORGUE
5 place Gaspard de Fieubet Résidence les
Jardins de Flore Bâtiment B 31320 CAS-
TANET-TOLOSAN
RCS 530 351 550

N° PC : 2017RJ0670

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS MALAUYAC
6 rue de la Commune 1871 31120 PIN-
SAGUEL
RCS 813 259 223

N° PC : 2017RJ0683

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SASu EDEN LINK
56 port Saint-Sauveur 31500 TOULOUSE
RCS 804 309 631

N° PC : 2017RJ0830

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL BELUGOU ET CIE
1 chemin Belbeze Centre Commercial le
Belbeze 31240 SAINT-JEAN
RCS 751 934 837

N° PC : 2018RJ0198

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL CHEZ JEANINE
1 place Lucien Cassagne Zone Industrielle
la Piche 31600 SEYSSÈS
RCS 823 132 337

N° PC : 2016RJ0891

Jugement du 27/09/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL D.M.S.
201 route de Launaguet 31200 TOULOUSE
RCS 440 626 455

N° PC : 2018RJ0389

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL POISSONNERIE DECHAUME
Domaine d'Oc Appartement C53 32 che-
min Bellegarrigues 31140 AUCAMVILLE
RCS 819 022 617

N° PC : 2018RJ0390

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS VALENOL
CENTRE COMMERCIAL 31650 AUZIELLE
RCS 814 934 436

N° PC : 2015RJ0289

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. MEZIANE Abdelouahab
14 rue des Gestes 31000 TOULOUSE
RCS 490 946 472

N° PC : 2016RJ0235

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Melle JUAN Corinne
Le Village 31530 THIL
RCS 523 778 017

N° PC : 2017RJ0043

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur RADJI Mohammed
6 allée Henri Sellier 31400 TOULOUSE
RCS 498 983 733

N° PC : 2017RJ0232

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur MARQUEZ Angel José
87 route de Longages 31410 NOE
RCS 477 733 232

N° PC : 2017RJ0608

Jugement du 04/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur SOUSTRAT Sébastien Marc
3 rue Gambetta 31460 CARAMAN
RCS 482 344 223

N° PC : 2016RJ0991

Jugement du 06/12/2018 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. EL GHAOUTI Moustapha
11 rue Gustave Eiffel 31140 AUCAMVILLE
RCS 810 306 894

DIVERS

Par arrêté en date du 07.11.2018, la Cour d'Appel de Toulouse infirme le jugement de ce Tribunal du 24.05.2018 ayant prononcé la liquidation judiciaire et dit n'y avoir lieu à ouverture d'une procédure collective, à l'encontre de :
M. Nadim ATTAL
275 Route de Seysses - Bât C6 - appa-
rtement 965
31100 TOULOUSE
RCS 398.706.465



AVIS AU PUBLIC



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

Demande d'autorisation du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage du canal des deux mers - section Haute-Garonne

Une enquête publique, est ouverte, portant sur la demande d'autorisation du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage du canal des deux mers - section Haute-Garonne (PGPOD31) au titre de la loi sur l'eau est ouverte sur les communes d'Auzerville-Tolosan, Avignonet-Lauragais, Ayguesvives, Castanet-Tolosan, Castelnau-d'Estretrefonds, Deyme, Donneville, Fenouillet, Gardouch, Lespinasse, Montesquieu-Lauragais, Montgiscard, Péchabou, Pompertuzat, Ramonville-Saint-Agne, Renneville, Saint-Jory, Saint-Rome, Saint-Rustice, Toulouse, Vieilleville.

La personne responsable du projet est M Michael Peyrat (responsable des dragages VNF-DTSO Tél : 05.34.31.10.90) auprès duquel des informations pourront être demandées.

Le dossier d'enquête, sous format papier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie des communes d'Ayguesvives, Castanet-Tolosan, Castelnau-d'Estretrefonds, Fenouillet, Gardouch, Lespinasse, Montgiscard, Renneville et Toulouse (mairie de quartier Lalande) pendant 33 jours consécutifs du **lundi 7 janvier à 9h au vendredi 8 février 2019 à 18h00**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux et consigner ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet.

En outre, le dossier est accessible gratuitement sur un poste informatique à la mairie de la commune de Castanet-Tolosan à ses jours et heures d'ouverture habituels.

Le dossier d'enquête sera téléchargeable sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante :

<http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Eau/Police-de-l-eau>

Chacun pourra adresser ses observations par courriel à l'adresse suivante :

ddt-seef-enquete-eau@haute-garonne.gouv.fr. Ces observations et propositions seront accessibles sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne à cette même adresse.

Le public pourra adresser ses observations au commissaire-enquêteur par courrier postal à l'adresse suivante : M le commissaire enquêteur - Enquête publique PGPOD - mairie de Mairie de Castanet-Tolosan - 29, avenue de Toulouse - BP 82505 - 31325 Castanet-Tolosan cedex. Elles seront annexées dès leur réception au registre d'enquête déposé à la mairie où elles seront tenues à la disposition du public.

Toute observation, tout courrier ou document réceptionné après le **vendredi 8 février 2019 à 18h00**, ne pourra être pris en considération par le commissaire-enquêteur.

Monsieur Michel Jones a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Le recevra le public lors des permanences qu'il tiendra aux jours et heures suivants :

- **lundi 7 janvier 2019 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Castanet-Tolosan ;**

- **mercredi 16 janvier 2019 de 14h00 à 17h00 à la mairie de Fenouillet ;**

- **samedi 26 janvier 2019 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Castelnau-d'Estretrefonds ;**

- **jeudi 31 janvier 2019 de 14h00 à 17h00 à la mairie de Renneville ;**

- **vendredi 8 février 2019 de 15h00 à 18h00 à la mairie d'Ayguesvives.**

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera tenue à la disposition du public, durant un an à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie des communes concernées et sera publiée sur le site des services de l'Etat de la Haute-Garonne à l'adresse précitée.

Les personnes intéressées pourront obtenir à leur frais, communication du rapport et des conclusions en s'adressant à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne - service environnement, eau et forêt - unité des procédures environnementales - 2 bd Armand Duportal, B.P. 7001, 31038 Toulouse cedex 9

A l'issue de l'enquête, le préfet statuera sur la demande d'autorisation, par arrêté préfectoral d'autorisation ou de refus de projet, au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

09 83 27 51 41



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PLAN LOCAL D'URBANISME Projet de révision allégée n°3 du PLU

Par arrêté municipal n°2018/CG/00227 en date du 27 novembre 2018, Monsieur le Maire de la Commune de Villemur-sur-Tarn a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Villemur-sur-Tarn.

Cette modification est mise en œuvre en vue :

d'augmenter la zone AH du PLU (Extension de l'Hôtel Restaurant l'Alcôve situé chemin des Placettes).

A cet effet, Madame Bénédicte BISSONNET, Ingénieur Géomètre Topographe a été désignée par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse comme Commissaire Enquêteur.

L'enquête se déroulera à la Mairie du :

Mercredi 19 décembre 2018 inclus au Vendredi 18 janvier 2019 inclus, soit 31 jours.

Le Commissaire-Enquêteur recevra en Mairie :

Le 19 décembre 2018 de 9 h à 12 h ;

Le 08 janvier 2019 de 9 h à 12 h ;

Le 18 janvier 2019 de 13h30 à 16h30 ;

Les pièces du dossier relatif à la révision allégée n°3 ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public, pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit :

Lundi - Mardi - Mercredi - Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30

Jeudi de 9h00 à 12h00

Le dossier d'enquête pourra également être consulté pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la mairie de Villemur-sur-Tarn : www.mairie-villemur-sur-tarn.fr.

Ce dossier inclut notamment les avis écrits des Personnes Publiques Associées (PPA) parmi lesquelles l'avis de l'autorité environnementale (MRAE).

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet de révision allégée pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en Mairie, ou adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur en Mairie (Place Charles Ourgaut - 31340 Villemur-sur-Tarn) ou par courriel : contact@mairie-villemur-sur-tarn.fr.

Les personnes intéressées par le dossier d'enquête pourront en obtenir communication à leur demande et à leurs frais. Pour de plus amples renseignements, elles pourront prendre attache auprès de Monsieur Marc LANDIE (Directeur Général des Services) ou du service urbanisme, en Mairie de Villemur.

Le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur transmis au Maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête seront tenus à la disposition du public à la Mairie.

Le Maire, Jean-Marc Dumoulin

CONSTITUTIONS



ME AMELIE DUQUENNE
Notaire
24 Grande Rue Nazareth
31000 TOULOUSE

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Amélie DUQUENNE, Notaire à TOULOUSE (Haute-Garonne), 24, grande rue Nazareth le 12 décembre 2018, enregistré au SPE de TOULOUSE 3 le 13/12/2018 sous les références 3104P03 2018 N 03830, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Dénomination sociale : SCI JAVAUX PATRIER

Siège social fixé à : MONTGISCARD (31450), 440 chemin de la Lotge.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés

Capital social : CENT VINGT EUROS (120,00 EUR) divisé en 12 parts de 10,00 EUR.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire. Leur montant s'élève à 120,00 EUR. Les apports sont libérés.

Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les premiers gérants de la société nommés pour une durée illimitée sont :

- Madame Océane Lucie EVA JAVAUX, demeurant à AYGUESVIVES (31450) 5 chemin du Moulin Lot 7 Résidence du Val Fleuri.

- Madame Estelle Jeanine PATRIER, épouse SAINT, demeurant à MONTLAUR (31450) Les Ecuries du Tissier Chemin du Ruisseau du Tissier.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE

Pour avis
Le notaire.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du **14 décembre 2018** à Toulouse, il a été constitué une Société aux caractéristiques suivantes :

FORME : Société unipersonnelle à Responsabilité limitée

DENOMINATION : MR5721

SIÈGE SOCIAL : 88 Bis Route de SEYSSÈS - Villa n°27 - Résidence LEFONTENAY - 31100 TOULOUSE

OBJET : Véhicule de transport avec chauffeur

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 200 euros en numéraire

GERANCE : Monsieur Fattah KARTOUCHE. Demeurant 88 Bis Route de SEYSSÈS - Villa n°27 - Résidence LEFONTENAY - 31100 TOULOUSE - né le 20/02/1966 à MELIANA

IMMATRICULATION : Aux Greffes du Tribunal de Commerce de Toulouse

Notre SITE WEB

www.lejournaltoulousain.fr

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 4 décembre 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle
DENOMINATION : GWENDOLEN FER EVENTING
CAPITAL : 2 000 euros
SIÈGE : Bois de la Plano, 31560 SAINT LEON
OBJET : Sport en compétition
 Enseignement d'équitation
 Dressage, entraînement, maintien en condition du cheval en vue de compétitions, de loisirs, de promenades, de randonnées

L'organisation de concours, de compétition d'équidés ayant le support du centre.
 De former ou compléter la formation dans les métiers du cheval de pratiquer ou faire pratiquer l'équitation sous toutes ses formes de préparer aux examens fédéraux et après agrément par le comité Régional d'équitation d'organiser les sessions de ces examens
 De préparer aux examens des brevets d'Etat d'enseignement
 D'organiser des compétitions officielles
 L'achat ou la vente des biens ou matériels nécessaire à la pratique de l'équitation

De promouvoir le cheval et les activités équestres y compris le haut niveau
 Commerce de chevaux, dressés ou entraînés ou pas par l'entreprise
 Gestion de partenariat et sponsoring
DUREE : 99 Années
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :

Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.
 Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT DES CESSIONS :
 Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
ORGANES SOCIAUX
 Nomination sans limitation de durée.
 Présidente :
 Madame FER Gwendolen, demeurant Bois de la Plano, 31560 SAINT LEON
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion

Suivant acte reçu par Me Jean-Paul BARES, Notaire Associé membre de la Société par Actions Simplifiée dénommée « B&C OFFICE », titulaire d'un Office Notarial à TOULOUSE, 40 rue de Rémusat, le 10/12/18, a été constituée une société ayant les caractéristiques suivantes :
Forme: société civile. Raison sociale: Les Deux Tours. **Objet**: La propriété, l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, la transformation, la construction, l'aménagement et l'exploitation par bail, location, bail à construction, crédit-bail mobilier ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément et ce en vue d'en faciliter la gestion et la transmission et afin qu'ils ne soient livrés aux aléas de l'indivision du patrimoine familial des associés; la propriété et la gestion de tous biens mobiliers de nature monétaire ou autre; la gestion et la souscription de contrats de capitalisation; la vente de ces mêmes biens pour autant toutefois qu'elle ne porte pas atteinte au caractère civil de la société. **Siège social**: SAINT-LYS (31470), 218 route de Saiguède. **Durée**: 99 années à compter de son immatriculation au RCS. **Capital social**: 1000€. Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire. **Gérants**: Mme Bernadette ARAS FERRERA et Mr Arnold NOURDIN, demeurant ensemble à SAINT-LYS (31470)218 route de Saiguède. **Cession parts sociales**: libre entre associés; soumise à agrément de la collectivité des associés dans les autres cas. La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE. Pour avis. Le Notaire

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 1er décembre 2018, il a été constituée une société ayant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : APPLÉDORÉ PROJECT
FORME : SARL à associé unique
CAPITAL : 1 000 euros d'apport en numéraire
DUREE : 99 années
SIÈGE SOCIAL : 32 rue Riquet 31000 TOULOUSE
OBJET : Le conseil en affaires et autres conseils aux entreprises, l'assistance au développement de projets professionnels, commerciaux, immobiliers, l'assistance à la recherche de tous types de financements pour le compte des petites et moyennes entreprises, l'assistance administrative aux petites et moyennes entreprises, la formation.
Gérante unique : Mme Christine DALIES demeurant 1285 route des coteaux 31380 GRAGNAGUE
Immatriculation : RCS de TOULOUSE.

Par acte ssp en date du 20/11/2018, il a été constituée une SARL
Dénomination : WOK WAY
Siège social : Zac Des Landes 31800 ESTANCARBON
Capital : 8000 €
Activités principales : restauration, plats-à-empporter
Durée : 50 ans
Gérance : M. QU Huai 2 Avenue Paul Eluard 93000 BOBIGNY
 Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution suivant acte sous seing privé du 7 décembre 2018, sans apport en nature de la société «**SO-LI-PARC**». **FORME** : Société par Actions Simplifiée à associé Unique. **OBJET** : L'étude, la réalisation, le financement, la construction, l'approvisionnement, l'acquisition d'installations valorisant et/ou utilisant toute forme d'énergie fossile ou renouvelable ainsi que tous produits, appareils et équipements électromécaniques, chimiques, gazeux, métallurgiques, électriques, mécaniques, thermiques, hydrauliques, de manutention et de traction ; La gestion et l'administration, l'exploitation directement ou par bail, la maintenance, la location desdites installations ; La cession desdites installations. **SIÈGE SOCIAL** : TOULOUSE (31200) rue Paule Raymond n°41 – ZAC Gabardie. **DUREE** : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS. **CAPITAL SOCIAL** : Capital de 100 Euros libérés entièrement, divisé en 10 actions de 10 Euros constitué uniquement d'apports en numéraire. **ADMISSION AUX ASSEMBLEES** : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. **EXERCICE DU DROIT DE VOTE** : Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité du capital social qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. **TRANSMISSION DES ACTIONS** : Les transmissions d'actions consenties par l'associé unique s'effectuent librement. En cas de pluralité d'associés, les actions sont librement cessibles entre associés et entre ascendants, descendants ou encore conjoint de l'associé. La cession d'actions à des tiers est soumise à l'agrément préalable des associés. **PRESIDENCE** : Monsieur MESSINA Jean-Marc, domicilié à PECHBUSQUE (31320) Chemin Lakanal n°41. **IMMATRICULATION** : RCS de TOULOUSE.

Pour avis et insertion

Avis de constitution

Aux termes d'un acte d'avocat électronique en date à Labège (HG) du 14/12/18, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
 - **Forme** : Société par actions simplifiée
 - **Dénomination** : MARKET BOUCHERIE SEYSSSES
 - **Siège** : 181, route de Seysses, TOULOUSE (31100)
 - **Durée** : 66 ans à compter de l'immatriculation RCS de TOULOUSE
 - **Capital** : 1.000 €
 - **Objet** : boucherie, charcuterie, traiteur, épicerie et fruits et légumes.
 Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
 Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrement : Cession soumise à agrément sauf entre associés.
Préemption : Cession soumise à préemption dans tous les cas.
Président : Mr Faysal ALMOUSA, 6, cheminement Francis Pouleuc, apt 4, Toulouse (31100), nommé pour une durée indéterminée

Pour avis

SCI DU GOLFE DE SAINT TROPEZ
 Société civile immobilière
 Au capital de 1 000 euros
Siège social : 5, Place Jaffranet 31700 CORNEBARI EU
 Société en cours de constitution

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société civile immobilière
DENOMINATION : SCI DU GOLFE DE SAINT TROPEZ
SIÈGE SOCIAL : 5, Place Jaffranet 31700 CORNEBARI EU
OBJET : L'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.
DUREE : 99 ans
CAPITAL : 1 000 euros
APPORTS EN NUMERAIRE : 1 000 euros
GERANCE : Frederic WILLARD demeurant 5, Place Jaffranet, 31700 CORNEBARI EU
CESSION DE PARTS : Libre entre associés et au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant et agrément pour tout les autres cas.
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

Suivant un acte ssp en date du 13/12/2018, il a été constitué une SASU
Dénomination : GROUP MARCHANE INTERNATIONAL
Siège : GMI
Siège social : 5, Rue Paul Valery Bat E - Apt 511 31200 TOULOUSE
Capital : 150 €
Activités principales : import / export - achat / vente tout articles en lot ou détail - ainsi que tout matériel pro - transport privé (+ 3,5 t) - transport public marchandises (- 3,5 t)
Durée : 99 ans
Président : M. BELLOT Marc Henri 5, Rue Paul Valery Bat E - Apt 511 31200 TOULOUSE
 Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Delphine BARDAJ-PROST, Notaire à L'UNION (31), le 17 décembre 2018, a été constituée une société civile immobilière.
Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.
Dénomination sociale : SCI MPCJ.
Siège social TOULOUSE (31200), 3 Rue du Colonel Jean Stanislas Rémy Apt 99.
Durée : 99 années
Capital social : CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR).
 Les apports : en numéraire et entièrement libérés.
 Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
Premier gérant : M. Maxime JORDAN, demeurant TOULOUSE (31200), 3 Rue du Colonel Jean Stanislas Rémy Apt 99.
Immatriculation en cours au RCS de TOULOUSE

Pour avis. Le notaire.

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 30 novembre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : société par actions simplifiée ;
DENOMINATION : PZE ; **SIÈGE SOCIAL** : 53 chemin de l'Armurie 31770 COLOMIERS ; **OBJET** : Electricien, travaux d'installation électrique, installation et vente de systèmes d'alarme, domotique et photovoltaïque; **DUREE** : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; **CAPITAL** : 2000 euros ; **ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE** : Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées, sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la société. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions ; **AGREMENT** : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; **PRESIDENT** : Pierre-Edouard, Jacques ZANGHIERI demeurant 53 chemin de l'Armurie 31770 COLOMIERS; **IMMATRICULATION** : au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE. Pour avis.

Avis de constitution

Aux termes d'un acte d'avocat électronique en date à Labège (HG) du 17/12/18, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
 - **Forme** : Société par actions simplifiée
 - **Dénomination** : SAS OUHADDOU
 - **Siège** : 13, rue de la Martinique, Appartement 8, TOULOUSE (31100)
 - **Durée** : 66 ans à compter de l'immatriculation RCS de TOULOUSE
 - **Capital** : 1.000 €
 - **Objet** : boucherie, vente de produits.
 Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
 Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrement : Cession soumise à agrément sauf entre associés.
Préemption : Cession soumise à préemption dans tous les cas.
Président : Mr Abdelkader OUHADDOU, 13, rue de la Martinique, apt 8, Toulouse (31100), nommé pour une durée indéterminée.

Pour avis

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : CLIMAT FONT
FORME : Société à responsabilité limitée
SIÈGE SOCIAL : Rue des Sources – lieu-dit La Fontaine – 31 220 LAVELANET DE COMMINGES
OBJET : installation, entretien, dépannage d'appareils de chauffage, climatisation, ramonage.
DUREE : 99 ans
CAPITAL : 500 euros
GERANCE : Jérémy FONT et Louisa FONT, demeurant Rue des Sources – lieu-dit La Fontaine – 31 220 LAVELANET DE COMMINGES
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis

Par acte du 19/12/2018, il a été constituée la SASU BOURDJA au capital de 1000 euros.
Siège social : 17 B Route de Bragot, 31470 FONSORBES.
Objet : Travaux de plâtrerie
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.
Gérant : Monsieur BOURDJA Ali demeurant au 17 B Route de Bragot, 31470 FONSORBES nommé pour une durée indéterminée.
Immatriculé au RCS de Toulouse

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière
Dénomination : ANPIERICK
Siège social : 28 Rue Ambroise Paré 31240 SAINT JEAN
Objet social : l'acquisition de biens et droits immobiliers, la mise en valeur de ces biens, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis et droits immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement
Durée de la Société : 99 ans
Capital social : 3 000 euros en numéraire uniquement
Gérance :
 - Madame Stéphanie PLAZA demeurant 28 Rue Ambroise Paré 31240 SAINT-JEAN
 - Monsieur Stéphane POURTAU demeurant 28 Rue Ambroise Paré 31240 SAINT-JEAN
 - Monsieur Christophe RIOT demeurant 10 Ter Rue Louis Couderc 31650 SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE
Cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément des associés représentant plus des deux tiers des voix
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Pour avis, la Gérance

Par acte SSP du 15/12/2018 il a été constitué une SCI dénommée:

ISAMELLI LI
Siège social : 8 impasse jean-pierre mouliève 31400 TOULOUSE
Capital : 200 €
Objet : Acquisition et gestion immobilière
Gérant : M. CAMILLI Luc 20 Rue Pierre d'Aragon 31200 TOULOUSE
Co-Gérant : Mme PELLETIER Cécile 20 Rue Pierre d'Aragon 31200 TOULOUSE
Co-Gérant : Mme ISAMBERT Anne 3 Rue Las Cases 31400 TOULOUSE
Co-Gérant : M. PELLETIER Romain 37 Rue Pierre d'Aragon 31200 TOULOUSE
Cession des parts sociales : Libre entre associés.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : DIDIER MULLER
FORME : Société unipersonnelle à responsabilité limitée
SIÈGE SOCIAL : Lieu-dit Sous le Canal – 31 430 GRATENS
OBJET : l'activité de mécanique réparation autos, vente de véhicules neufs et d'occasion
DUREE : 99 ans
CAPITAL : 236 000 euros correspondant à des apports en nature entièrement libérés
GERANCE : Didier MULLER, demeurant Lieu-dit Sous le Canal – 31 430 GRATENS
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis

Avis de constitution

Aux termes d'un acte SSP en date du 09 OCTOBRE 2018 à Toulouse, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : société par actions simplifiée,
Dénomination sociale : CC2,
Siège social : Lieu dit Ticole 31460 CARAMAN,
Objet social : Prestations administratives, comptables, financières, gestion, juridique, commerciale et de trauction
Durée de la Société : 99 ans
Capital social : 1 000 euros,
Présidente : Caroline CALMON, demeurant à Lieu dit Ticole 31460 CARAMAN
Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis La présidence

Par acte SSP du 07/01/2019 il a été constitué une SASU dénommée:
EN CAPELLE CONSEILS SASU
Siège : ECC
Nom commercial : EN CAPELLE CONSEILS SASU
Siège social : 92 lieu-dit en capelle 31590 VERFEIL
Capital : 3.500 €
Objet : Prestations de conseils et d'assistance notamment en matière d'organisation du travail, de stratégie, de commercialisation, de gestion du personnel et de formation.

Président : TARDY Olivier 92 lieu-dit en capelle 31590 VERFEIL
Transmission des actions: Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Durée : 50 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

TRANSFERTS DE SIÈGE

Forme : SARL à capital variable. **Dénomination** : COM3ELLES, au capital de 4000 €. 498968908 RCS Toulouse. **LAG Mixte** du 30/10/2018 a décidé de transférer le siège social de la société du 18 rue Sainte Cécile 31100 Toulouse au 82 rue de Fenouillet 31200 Toulouse à compter du 30/10/2018. Modifications au RCS TOULOUSE

Modification Siège Social

Dénomination : LES CHÊNES
Forme juridique : SCI
Capital social : 5 000 €
Siège social : 13 rue de la Gravette, ZAC de la Gravette, 31150 Gratentour SIRET : 820 345 502 00018
 Aux termes d'une délibération en date du 01 Décembre 2018, l'assemblée générale Extraordinaire a décidé de modifier le siège social à compter du 01 Décembre 2018.
 Le nouveau siège social est : 71 Route de Bouloc, 31620 Villeneuve-les-Bouloc
 L'article 4 est modifié en conséquence.

Pour avis, la gérante.



9 avenue Parmentier 31086 Toulouse

UNION EDIFICE
 Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros
Siège social transféré: 31 chemin de la Violette - 31240 L'UNION 832 905 277 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 10 juillet 2018, le siège social de la société UNION EDIFICE a été transféré du 34 rue Antoine de Gargas - 31500 TOULOUSE au 31 chemin de la Violette - 31240 L'UNION, à compter du 10 juillet 2018. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

SCI L'EPICURIEN DEVELOPPEMENT
 Société civile immobilière au capital de 1 000 Euros
Siège Social : 79 bis, Route de Pibrac 31700 CORNEBARRIEU
RCS TOULOUSE : 534 962 915

Aux termes d'une délibération en date du 27 août 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a, avec effet au 27 août 2018, décidé de transférer le siège social de 79 bis, Route de Pibrac - 31700 CORNEBARRIEU au 15, Rue de la Poste - 31700 CORNEBARRIEU. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis

EZZY DEVELOPPEMENT
 Société à responsabilité limitée au capital de 2 000 Euros
Siège social : 79 bis, Route de Pibrac 31700 CORNEBARRIEU
RCS TOULOUSE : 503 755 274

Aux termes d'une délibération en date du 27 août 2018, l'Associé Unique a avec effet au 27 août 2018, décidé de transférer le siège social de 79 bis, Route de Pibrac - 31700 CORNEBARRIEU au 15, Rue de la Poste - 31700 CORNEBARRIEU. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis

SCI NANNE
 Société civile immobilière au capital de 1.000 €
Siège : 9 Rue Albert Neveu 92140 CLAMART 820102358 RCS de NANTERRE

Par décision de l'AGE du 01/12/2018, il a été décidé de transférer le siège social à compter du 12/12/2018 au 28 Bis Chemin de la vie vieille Villa D 31270 CUGNAUX.
Gérant: Mme NANNE ANNE-SOPHIE 28bis chemin de la vie vieille 31270 CUGNAUX
Radiation au RCS de NANTERRE et ré-immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Forme : SARL. **Dénomination** : SOLUTION ETANCHEITE TOITURE, au capital de 5000 €. 794199455 RCS Toulouse. Le gérant du 29/11/2018 a décidé de transférer le siège social de la société du 16 route de BESSIERE 31140 PECHBONNIEU au 2 rue des Garennes 31130 FLOURENS à compter du 21/12/2018. Modifications au RCS TOULOUSE

SCI BRI LEN
 Société Civile Immobilière au Capital de 1 000 Euros
Siège social : 19 avenue Antoine de Saint Exupéry – 31400 TOULOUSE R.C.S. : TOULOUSE 524 785 656 (00017)

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 07 novembre 2018, la collectivité des associés a entériné la décision de la gérance de transférer le siège social de la société actuellement situé à TOULOUSE (31400), 19 avenue Antoine de Saint Exupéry. Le siège social sera désormais situé à ROQUESRIERE (31380), 94 route de la Gare, ceci à compter du 07 novembre 2018. L'assemblée a décidé de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

La Gérance.

ABC DEVELOPPEMENT

Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 440 000 euros
Siège social : 8 Rue Jean MOULIN 31130 BALMA
RCS de TOULOUSE : 483 935 995

Par décision du 10/12/2018, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 8 Rue Jean MOULIN 31130 BALMA au 25 rue FLOREAL Bâtiment A 31130 BALMA et de modifier l'article 4 des statuts

Pour avis

HERIANE CONSEIL SAS

SASU au capital de 1000 €
Siège social : 29 Chemin Du Moulin 31320 MERVILLA
828495309 RCS de TOULOUSE

L'associé unique en date du 13/12/2018, a décidé de transférer le siège social au 32 Rue Jean De La Fontaine 75016 PARIS 16, à compter du 01/01/2019.
Mention au RCS de TOULOUSE

CESSION FONDS DE COMMERCE

Antoine GINESTY Sébastien SALESSES

Notaires Associés
Successesseurs de Maîtres Ginesty (Père et Fils) et de Maître Combarieau ETUDE PLACE WILSON

Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Antoine GINESTY Notaire Associé à TOULOUSE (31) 4 et 5 place Wilson, le 28/11/2018, enregistré au SPFE TOULOUSE 3 le 11/12/2018 dossier 2018 0064295 réf. 3104P03 2018N 03819 ; La Société dénommée LE BEAU MANEGE, S.A.R.L. au capital de 5.000€, dont le siège est à TOULOUSE (31300) 133 rue des Arcs Saint Cyprien, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n°528908114, Ont cédé à Mme Annie Marie-Christine MERIC, demeurant à TOULOUSE (31200) 37 rue Ernest Renan ; Un fonds de commerce d'exploitation et gestion de manège et d'aménagement ludique sur des lieux publics et privés, buvettes sis à TOULOUSE, 76 Allée Charles de Fitte, connu sous le nom commercial LE BEAU MANEGE, avec tous les éléments corporels et incorporels composant ledit fonds ; Moyennant le prix de 120.000€ s'appliquant aux éléments incorporels pour 0€ et au matériel pour 120.000€ ; Entrée en jouissance le 24/10/2018. Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la dernière en date des insertions légales à Me Sébastien SALESSES notaire associé à TOULOUSE (31) 4 et 5, place Wilson.

Pour avis

MODIFICATIONS DIRIGEANTS(S)

NICEPHORE

Société par actions simplifiée au capital de 4.000,00 euros
Siège social : 24 Chemin des Sports 31450 BELBERAUD
514084607 RCS TOULOUSE

Par décision de l'associé unique en date du 19 Octobre 2018, il a été pris acte de la démission de Madame Laure MAYOR, demeurant à BELBERAUD (31450), 24 Chemin des Sports, de ses fonctions de directeur général de la société, à compter du 19 Octobre 2018. Il a été décidé de ne pas remplacer le directeur général démissionnaire.
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, Le Président.

Patrick PARTOUCHE

Avocat
19, chemin de Nicol
31200 - TOULOUSE

PRO.LEARNING

Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €
Siège social : 9 Rue Ritay 31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 791 984 602

Aux termes de décisions en date du 30 Novembre 2018 l'associé unique a décidé de désigner à compter du 1er Janvier 2019, Madame Sylvie PAPE, demeurant 5 Rue du Gay Lussac à TOULOUSE (31300), en qualité de Présidente de la société en remplacement de Madame Christèle CAMMAS démissionnaire.

Le dépôt légal sera réalisé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis

SCI Colombette 31 au capital de 100 €. SIEGE : 6 place de Damloup 31000 Toulouse
807 638 226 RCS TOULOUSE. L'AG du 14/12/2018 constate la démission de Mme LAULHE Christelle de ses fonctions de gérante à compter du 14/12/2018. L'AG, du 14/12/2018 a décidé de nommer M. COLON STEVE pour une durée de 10 ans à compter du 14/12/2018 en remplacement de Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union. Modifications au RCS TOULOUSE.

SCI Isis 31 au capital de 100 €. SIEGE : 6 place de Damloup 31000 Toulouse
804 046 258 RCS TOULOUSE. L'AG du 14/12/2018 constate la démission de Mme LAULHE Christelle de ses fonctions de gérante à compter du 14/12/2018. L'AG, du 14/12/2018 a décidé de nommer M. COLON STEVE pour une durée de 10 ans à compter du 14/12/2018 en remplacement de Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union. Modifications au RCS TOULOUSE.

SCI Germain Pilon 31 au capital de 100 €. SIEGE : 6 place de Damloup 31000 Toulouse
808 378 608 RCS TOULOUSE. L'AG du 14/12/2018 constate la démission de Mme LAULHE Christelle de ses fonctions de gérante à compter du 14/12/2018. L'AG, du 14/12/2018 a décidé de nommer M. COLON STEVE pour une durée de 10 ans à compter du 14/12/2018 en remplacement de Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union. Modifications au RCS TOULOUSE.

SCI Fonderie 31 au capital de 100 €. SIEGE : 6 place de Damloup 31000 Toulouse
807 639 174 RCS TOULOUSE. L'AG du 14/12/2018 constate la démission de Mme LAULHE Christelle de ses fonctions de gérante à compter du 14/12/2018. L'AG, du 14/12/2018 a décidé de nommer M. COLON STEVE pour une durée de 10 ans à compter du 14/12/2018 en remplacement de Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union. Modifications au RCS TOULOUSE.

SCI Pharaon 31 au capital de 100 €. SIEGE : 6 place de Damloup 31000 Toulouse
812 453 934 RCS TOULOUSE. L'AG du 14/12/2018 constate la démission de Mme LAULHE Christelle de ses fonctions de gérante à compter du 14/12/2018. L'AG, du 14/12/2018 a décidé de nommer M. COLON STEVE pour une durée de 10 ans à compter du 14/12/2018 en remplacement de Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union. Modifications au RCS TOULOUSE.

SCI Strasbourg 31 au capital de 100 €. SIEGE : 6 place de Damloup 31000 Toulouse
817 875 941 RCS TOULOUSE. L'AG du 14/12/2018 constate la démission de Mme LAULHE Christelle de ses fonctions de gérante à compter du 14/12/2018. L'AG, du 14/12/2018 a décidé de nommer M. COLON STEVE pour une durée de 10 ans à compter du 14/12/2018 en remplacement de Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union. Modifications au RCS TOULOUSE.

LUCAS

Société à responsabilité limitée au capital de 4 050 euros
Siège social : 5 rue Perchepinte 31000 Toulouse
434054052 RCS Toulouse

Aux termes d'une délibération en date du 30 SEPTEMBRE 2018, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Madame Mona REY de ses fonctions de cogérante à compter du 30 SEPTEMBRE 2018 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement. Monsieur Jérôme Rey conserve seul les fonctions de gérant.

Pour avis La Gérance

« MAUBA »

Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 622,45 Euros
Siège social : Lieu-Dit « Mauba » 31370 POUCHARRAMET
419 762 133 RCS TOULOUSE

Suivant PV de l'AGE des associés du 1er Avril 2018, il a été décidé de nommer Jeanne SAEZ épouse GOMEZ demeurant Lieu-Dit Mauba, 31370 POUCHARRAMET comme gérante de la SARL MAUBA, à compter du 1er avril 2018, en remplacement de Julien GOMEZ qui a démissionné de ses fonctions et de modifier l'article VI des statuts. Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis. La Gérance.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse



DISSOLUTIONS

SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL

Notaires associés, à CAZERES SUR GARONNE (31220), 56 Rue du Président Wilson.

SCI DU 28 RUE DES 36 PONTS

Société civile immobilière capital de 42.685,72 Euros
Siège social : 31400 TOULOUSE, 28 rue des 36 Ponts, RCS TOULOUSE : 351 715 198

Avis de dissolution anticipée

Aux termes du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 16 novembre 2018, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 16 novembre 2018 et sa mise en liquidation.

A été nommé liquidateur, Madame Pierrette BONNOURE, demeurant à TOULOUSE (31400), 28 rue des 36 Ponts, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au siège de la société, soit à TOULOUSE (31400), 28 rue des 36 Ponts. C'est à cette adresse que la correspondance devra être adressée et que les actes et documents devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis Le gérant.



OXYBAT

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros
Siège social : 4 Rue de Caulet 31300 Toulouse
RCS Toulouse 818 997 884

Avis de publicité

Aux termes des décisions de l'associée unique du 30 novembre 2018, il résulte la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 novembre 2018 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Monsieur ORIENTE Mickael, demeurant 14 Rue Jean Baptiste LULLY, 32600 l'Isle Jourdain, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Cette nomination a pour effet de mettre fin au mandat de Présidence de la société OXYGEN INFORMATIQUE, demeurant 70 rue Jacques Babinet, 31100 Toulouse.

Le siège de la liquidation est fixé au 14 Rue Jean Baptiste LULLY, 32600 l'Isle Jourdain. L'adresse à laquelle toute correspondance, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés est l'adresse du Liquidateur, Monsieur ORIENTE Mickael, demeurant 14 Rue Jean Baptiste LULLY, 32600 l'Isle Jourdain.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

MULTI COLLECTOR

SARL au capital de 2 000 €
Siège social : 39, place RECASTEL 31140 PECHBONNIEU
491 679 114 R.C.S. TOULOUSE

L'AGE du 15/10/2017 a décidé la cessation d'activité de la société au 31/12/2017, nommée liquidateur AUJARD Agnès 39, place RECASTEL – 31140 PECHBONNIEU, et fixé le siège de liquidation au siège social.
Mention au R.C.S de TOULOUSE

Me Benoît DUGUET

Notaire
31310 MONTESQUIEU VOLVESTRE

Avis de dissolution de société

Suivant acte Assemblée Générale Extraordinaire de la SCI des ANTILLES, Société civile immobilière au capital de 22.868,00 Euros, siège : SAINT-JEAN (31240) 6 rue de Muriers, identifiée au SIREN n° 431837574 (RCS TOULOUSE), tenue le 30 octobre 2018, enregistrée au SIE de TOULOUSE 3 le 22 novembre 2018 réf.2018N n°03600,

Il a été décidé sa dissolution anticipée à compter du 31 octobre 2018,

et nomination de M. Jean-Alexandre BIAÏ, sans emploi, demeurant à TOULOUSE (31200) 32 rue Pierre Cazeneuve Bât 4, en qualité de liquidateur, suite au décès de M. Jean-Frédéric BIAÏ, gérant, le 25 janvier 2018.

Le siège de la liquidation est fixé au siège de la société.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

TRAJECTOIRE IMMO

Société par actions simplifiée au capital de 2000 euros
Siège social : 1 Rue des Pénitents Blancs - 31010 TOULOUSE
800 919 789 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 20 Novembre 2018 :

Il a été décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 20 Novembre 2018 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Guillaume BENOIT, demeurant 60 Rue Champlain 87000 LIMOGES, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 60 Rue Champlain 87000 LIMOGES, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis

CBRS OWEZAREK JOEL

Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 15 000 euros
Siège social : ROUTE DE TOULOUSE 31460 MAUREVILLE
Siège de liquidation : ROUTE DE TOULOUSE - 31 460 MAUREVILLE
484041850 RCS TOULOUSE

Pour avis Le gérant.

Aux termes d'une décision en date du 13/12/2018, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 13/12/2018 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur JOEL OWEZAREK, demeurant Route de Toulouse 31460 MAUREVILLE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé ROUTE DE TOULOUSE 31 460 MAUREVILLE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

LA TIREUSE

SARL au capital de 7 622,45 €
24 rue Pergaminères
31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : B 403 071 319

Suivant délibération de l'AGE du 6/12/2018 les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter de cette même date et sa mise en liquidation.

Mr Clément MALAVAL demeurant à PONTACQ (64530) – 13 chemin de Pey, est nommé liquidateur.

Le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur.

Mention au RCS de TOULOUSE

Pour avis, le liquidateur

ESTHETI'CAR

Sarl au capital de 1000 €
302 Bis avenue de Fronton,
31200 TOULOUSE
RCS 481 244 622

Aux termes d'une décision en date du 07/12/2018 la Société POINT D'ORGUE, SAS au capital de 100 €, siège social 7 Bis Impasse de la Boiserie, 31180 Saint Geniès Bellevue, RCS Toulouse 837 969 609 a, en sa qualité d'associée unique de la Société ESTHETI'CAR, décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément à l'art L. 1844-5 al. 3 du code civil et de l'art 8, al. 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la Société ESTHETI'CAR peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de Toulouse.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de Monsieur François MAURER, gérant.

LIQUIDATIONS

EURL REGIS SENDRA, Société Unipersonnelle à responsabilité limitée au Capital de 1000 €

Siège social : 2 IMPASSE BAPTISTE ALBERT 31140 SAINT-ALBAN - siren 829773837

L'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2018 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Regis SENDRA de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation avec effet à cette date. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au R.C.S.

Pour avis, le Liquidateur,



SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL

Notaires associés, à CAZERES SUR GARONNE (31220), 56 Rue du Président Wilson.

SCI DU 28 RUE DES 36 PONTS

Société civile immobilière capital de 42.685,72 Euros
Siège social : 31400 TOULOUSE, 28 rue des 36 Ponts, RCS TOULOUSE : 351 715 198

Avis de clôture et de liquidation

Aux termes du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 16 novembre 2018, lesquels au vu du rapport du liquidateur ont :

Approuvés les comptes de liquidation. Donnés quitus, à Madame Pierrette BONNOURE, liquidateur, demeurant à TOULOUSE (31400), 28 rue des 36 Ponts, de sa gestion et l'ont déchargé de son mandat.

Prononcer la clôture des opérations de liquidation à compter du 16 novembre 2018.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis Le liquidateur.

AIRTECHNOLOGIES

Société par actions simplifiée en liquidation au capital de 100 000 €
2 Impasse des Genêts
31880 LA SALVETAT SAINT GILLES
397 553 850 RCS TOULOUSE

Clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 14/12/2018 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au Liquidateur M. Gilbert GRASMUCK demeurant 2 Impasse des Genêts – 31880 LA SALVETAT ST GILLES, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis, le Liquidateur

SMS IMMO +

SARL au capital de 9 000 € en liquidation
Siège social : 68 Bis avenue des Minimes 31200 TOULOUSE RCS TOULOUSE : 533 863 775

Par décision en date du 30/11/2018, l'assemblée générale extraordinaire a :
- Approuvé les comptes définitifs de la liquidation - Donné quitus au liquidateur, Monsieur Stéphane DELBREIL, domicilié 23 rue Falguières 31000 TOULOUSE, pour sa gestion et le décharge de son mandat.
- Prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Radiation au RCS de Toulouse

Pour avis et mention

Patrick MONTAGNE

Société à Responsabilité Limitée à associé unique en liquidation
Au capital de 8 000 €
Siège Social : 5, place Arago 31500 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 489 846 675

Aux termes d'une décision en date du 30 septembre 2018, M. Patrick MONTAGNE, associé unique, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Patrick MONTAGNE de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis, Le Liquidateur.

MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL

SARL PERISSE

Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros
porté à 64 000 euros
Siège social : 47 Avenue des Pyrénées 31600 MURET
394 255 616 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale du 18/12/2018 a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 56 000 euros en numéraire, pour le porter de 8 000 euros à 64 000 euros, et a modifié en conséquence les articles 6,7 et 8 des statuts

Pour avis, la Gérance

TAVARUA
SAS au capital social de 1 000 €uros
5, Rue Paul Farrando
31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 843 899 808

Aux termes d'un acte sous seing privé du 18 décembre 2018 à TOULOUSE (31100), il a été décidé suite à un apport en nature de droits sociaux d'une valeur de 484 000 €, de l'augmentation du capital social d'une valeur de 484 000 €, à compter du 18 décembre 2018, donnant lieu à la création de 48 400 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 €. L'ancien capital social s'élevait à 1 000 €uros.

Le nouveau capital social s'élèvera désormais à 485 000 €uros.
Le dépôt légal sera effectué au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis, le représentant légal.

FIDUCIAL SOFIRAL

Société d'Avocats
2 Impasse Couzinet
Parc de la Plaine - BP 95818
31505 TOULOUSE CEDEX 5

VIDI
SARL au capital de 1 000 €uros
porté à 120 000 €uros
Siège social : Place Aimé Lacanal,
31140 MONTBERON
500 595 889 RCS TOULOUSE

Par décision du 10/12/2018, l'associé unique a décidé une augmentation du capital social de 119 000 €uros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :
Ancienne mention :
Capital social : 1 000 €uros
Nouvelle mention :
Capital social : 120 000 €uros

Pour avis
La Gérance

**MODIFICATIONS
OBJET SOCIAL**

ACT
AVOCATS & CONSEILS

6, place de l'Hôtel de Ville
32600 L'ISLE JOURDAIN

Par décision en date du 14 décembre 2018, l'associé unique de la société CONCEPT ISOLATION, SAS au capital de 80 000 €uros, immatriculée sous le numéro 809 197 494, a décidé l'extension de l'objet social à l'activité de « La fourniture et la pose de panneaux photovoltaïques ». L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Dépôt légal au Tribunal de commerce de Toulouse

Pour avis,

SAS VALMAX
Société par actions simplifiée
Au capital de 8.000 €
Siège : 3 Impasse de Duroux
31500 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 519 587 489

Le 17/12/2018, les associés ont décidé à compter du 01/01/2019 de modifier l'objet social pour « les activités de conseils de gestion pour les entreprises, notamment en matière de gestion commerciale, stratégique, financière et de façon générale, le conseil et l'assistance opérationnelle aux entreprises pour les affaires » (nouvel objet) en remplacement des activités de « Courtage en Assurances, le Conseil en Gestion de Patrimoine, les Transactions sur Immeubles et Fonds de commerce, le Conseil en Investissements Financiers, le Démarchage Bancaire et Financier, l'Intermédiaire en Opérations de Banque et en Services de Paiement et le Conseil en Gestion des Entreprises » (ancien objet)

FRAMADIS
Société par actions simplifiée au capital de 100 000 €uros
Siège social : 30 Avenue du Bruguet
31150 BRUGUIÈRES
349 604 322 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 03/12/2018, l'associée unique a décidé d'étendre l'objet social à l'activité de prestation de service de laverie automatique assistée et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts

CRC PACK
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 €uros
Siège social : Chemin du Pradas
31 410 MAUZAC
831 421 292 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 01.12.2018, il résulte l'extension de l'objet social à l'activité d'« entreprise générale de bâtiment tous corps d'état », à compter du 01.12.2018. L'article 2 « Objet » des statuts a été modifié en conséquence.
Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis

DIVERS

**Changement de gérant,
nouveaux associés et
modification capital social**

Aux termes de la modification des statuts en date du 06 décembre 2018 : La société dénommée CCGA, SCI notamment régie par les dispositions générales et spéciales des articles 1832 à 1870-1 du Code civil et du décret n°78-704 du 03 juillet 1978, au capital social de 1.000,00 €, dont le siège social est situé 36, rue Saint Thomas d'Aquin 31400 TOULOUSE – Immatriculation : RCS de TOULOUSE sous le n° 502782634, ayant pour objet social : l'acquisition, la détention, la gestion, l'aménagement, la transformation, et la location de tous biens et droits immobiliers ; l'acquisition, la détention et la gestion de tous biens mobiliers ; la constitution, la gestion et la garde de tous portefeuilles de valeurs mobilières ou autres instruments financiers, gérés directement ou sous mandat ; l'obtention de crédits et concours bancaires nécessaires à la réalisation de l'objet social, avec ou sans constitution de garantie sur les biens sociaux ; l'organisation du patrimoine familial, en vue d'en faciliter la gestion, la valorisation, la conservation et la transmission, et afin d'éviter qu'il ne soit livré, soit aux aléas de l'indivision consécutive au décès d'un des associés, soit aux effets d'une maladie touchant l'un des associés. Et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

A décidé par assemblée générale extraordinaire du 5 décembre 2018 d'agréer l'entrée dans la société de deux nouveaux associés : Madame Catherine Bertrande Marguerite PIGIS, épouse de Monsieur Christian René LOUGARRE, gérant de ladite société, demeurant à TOULOUSE (31400) 36 Rue St Thomas d'Aquin, Née à SAINT-FLOUR (15100) le 17 mars 1965, d'une part ; et Monsieur Arnaud Elie René LOUGARRE, demeurant à TOULOUSE (31400) 36 rue St Thomas d'Aquin, né à TOULOUSE (31000) le 26 mars 1994 d'autre part ; par la donation-partage de parts sociales de la société CCGA consentie par Monsieur Christian LOUGARRE à leur profit ainsi qu'à Monsieur Guillaume LOUGARRE, associé de ladite société, aux termes d'un acte reçu par Maître Bertrand BIASSETTE, notaire à TOULOUSE, en date du 06 décembre 2018, de la manière ci-après indiquée :

A Madame Catherine PIGIS :
- La pleine propriété de 2 parts sociales, numérotées de 3 à 4, d'une valeur de 625.00 EUR.
- Lusufruit de 23 parts sociales, numérotées de 29 à 51, d'une valeur de 3 593.75 EUR.
- Lusufruit de 24 parts sociales, numérotées de 76 à 99, d'une valeur de 3 750.00 EUR.
Soit un montant total de 7 968.75 EUR.
A Monsieur Guillaume LOUGARRE :
- La nue-propriété de 47 parts sociales, numérotées de 53 à 99, d'une valeur de 7 343.75 EUR.
Soit un montant égal à ses droits de 7 343.75 EUR.
A Monsieur Arnaud LOUGARRE
- La nue-propriété de QUARANTE-SEPT parts sociales (47), numérotées de 5 à 51, d'une valeur de 7 343.75 EUR.
- La pleine propriété d'une part portant le numéro 52, d'une valeur de 312.50 EUR.
Soit un montant total de 7 656.25 EUR.
Le dépôt légal sera effectué auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Pour avis
La Gérance.

**Pour votre DÉPÔT
d'annonces légales
et judiciaires**



32 Rue Riquet
31000 Toulouse

NORTE SUL
Société par actions simplifiée
au capital de 1000 €uros
Siège social : 56, Avenue des
Pyrénées - 31600 MURET
840 180 327 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18/09/2018, il résulte que :
- Madame Margarida Maria ALBINO, demeurant au 53 Chemin Roucade 31410 – LE FAUGA, a été nommée Présidente à compter du 18/09/2018.
- Madame Margarida Maria ALBINO, demeurant au 53 Chemin Roucade 31410 – LE FAUGA, à quitter ses fonctions de directeur général à compter du 18/09/2018.
- Madame Anabela CORREIA RAFAEL, demeurant 12, Square Alphonse Delpech 31600 – MURET à quitter ses fonctions de présidente à compter du 18/09/2018
- L'article 8 des statuts a été modifié comme suit :
« ARTICLE 8 – Capital
- Madame Margarida Maria ALBINO
A concurrence de cents parts - 100 parts Numérotées de 1 à 100, »
- L'article 1 des statuts a été modifié comme suit :
« ARTICLE 1 - Forme
La Société est une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. »
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

SARL E.G.B
SARL au Capital de 7622,45 Euros
Siège social :
26 Impasse des Aubépines
31 830 PLAISANCE DU TOUCH
RCS : TOULOUSE 410 880 843

Aux termes d'une délibération en date du 02.11.2018 l'assemblée générale des associés a :
- décidé de transférer le siège social, à compter du 02.11.2018, du 26 Impasse des Aubépines - 31 830 PLAISANCE DU TOUCH au 32 Rue des Aubépines - 31 830 PLAISANCE DU TOUCH, suite à un changement administratif d'adresse ;
- supprimé de l'objet social les activités de maçonnerie, de réparation et rénovation ;
- modifié le nom commercial qui devient : E.G.B
Les articles 2 et 6 des statuts sont modifiés en conséquence.

Pour avis,
Le représentant légal

**Changement de gérant et
transfert de siège social**

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 novembre 2018, les associés de la SCI LE CHATEAU D'EAU, au capital de 304.90 €, dont le siège social est à MONTREJEAU (31210), 1 Rue de la Neste, immatriculée au RCS sous le numéro 403.719.131, il est accepté :
- la démission de Mme Béatrice BALAT, demeurant 9 Rue des Pins 31210 GOURDAN POLIGNAN en sa qualité de gérante. M. Guy Yves Maurice BALAT demeurant 900 Allée des Tourreilles 31210 MONTREJEAU est nommé à compter de ce jour gérant de la société pour une durée indéterminée.
- le transfert du siège social de ladite société à compter du 30 novembre 2018 : Ancien Siège : 1 Rue de la Neste 31210 MONTREJEAU
Nouveau Siège : 900 Avenue des Tourreilles 31210 MONTREJEAU
Les statuts seront modifiés et déposés en conséquence au RCS de TOULOUSE.

CALM
SAS au capital de 40 000 €uros
Siège social : Place du Docteur
Baylac 31300 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 752 482 802

L'AGE du 01er juillet 2018 a pris les décisions suivantes :
Transformation de la société en SARL sans création d'un être moral nouveau à compter du 01/07/2018, la dénomination de la société, son capital, sa durée, son objet et la date de clôture de son exercice demeurent inchangés.
Nomination en qualité de co-gérant Mr SALVANS Pierre demeurant 11 Rue de l'Action Toulousaine 31400 TOULOUSE et Mr FENECH Brice demeurant 9 rue Boilly 31300 TOULOUSE. Il est mis fin aux fonctions de la présidence et de la direction générale du fait de la transformation.
Mention en sera faite au RCS de Toulouse.

La SARL TOULOUSE MACONNERIE GENERALE au capital de 10 000 €, inscrite au RCS TOULOUSE N°835 191 818. L'assemblée générale extraordinaire du 15/10/2018 a décidé :
- De transférer le siège social de la société du 80 CHEMIN DES COURSES - 31100 TOULOUSE au 6 RUE JEAN BAPTISTE SENDERENS - 31230 CUGNAUX à compter du 15/10/2018.
- A autorisé la cession de parts de SAKA Fahrettin, démissionnaire, au profit de SAKA Sahin à compter de 15/10/2018 Modifications RCS Toulouse.

**Avis de cession
d'un fonds libéral**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 novembre 2018, enregistré au SPFE de TOULOUSE le 19 Décembre 2018, Bordereau n°2018/00065824 Case n°3104P03 2018 A 14414, Madame Alexandrine PANTZ, avocate libérale enregistrée auprès de l'URSSAF sous le numéro 501 998 942 domiciliée professionnellement à TOULOUSE (31000) rue Raymond IV n°15, a vendu à la société SARL PANTZ AVOCATS, au capital de 10.0000 €uros, dont le siège social est à TOULOUSE (31000) rue Raymond IV n°15, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 842 277 048, son fonds libéral de profession d'avocat étant précisé qu'il n'y a pas de cession du droit au bail. L'entrée en jouissance a été fixée au 1er décembre 2018. La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000 €uros).
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les DIX (10) jours suivant la dernière en date des publications légales au siège du fonds vendu pour la validité, et pour la correspondance à Maître Alexandrine PANTZ domiciliée à TOULOUSE (31000) rue Raymond IV n°15.

Pour Insertion

Forme : SCI. Dénomination : LE LYS IMMOBILIER, au capital de 2.000 €. Siège : 11, Impasse Sappho 31200 TOULOUSE, 813318011 RCS Toulouse. L'AG Extraordinaire du 10/12/2018 a décidé de modifier la dénomination sociale pour adopter celle de RD2YMMO à compter du 10/12/2018. Modifications au RCS de TOULOUSE.

Par arrêté de Madame la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en date du 24 mai 2018, Madame Mélanie CASSONE a été nommée notaire à la résidence de TOULOUSE (office créé). En cette qualité, Me Mélanie CASSONE a prêté serment à l'audience du TGI de TOULOUSE le 21 juin 2018. Le siège de cet office est situé à TOULOUSE (31200), 145 avenue des Mimoses, 0582958404, melanie.cassone@notaires.fr.

Pour avis Me CASSONE,

RECTIFICATIFS

Dans l'annonce parue dans LE JOURNAL TOULOUSAIN du 13/12/2018, concernant la société SAS NEXT LEVEL TRADE, il convient de lire : Acte SSP en date du : 10/12/2018 et non du 11/12/2018, comme indiquée.

Additif à l'annonce parue le 15/11/2018. Il est précisé que la SAS société KENZO, sise 25 Rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX, SERA89 immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour Avis,
Le Président

Rectificatif à l'annonce parue le 13/12/18 dans le Journal Toulousain, concernant la SAS A & A FL DISTRIBUTION, il convient de lire : M. Jean - Marc AUGUET demeurant 39 Rue Georges Ohnet 31200 TOULOUSE nommé Président et non Gérant

**NOTRE
NUMÉRO
DE TÉLÉPHONE**



09 83 27 51 41

Le GIP PPLE lance le portail : PPLE.fr



**Le site de référence des informations
et de la publicité légale des entreprises**

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
 - le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
 - la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),
- mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : PPLE.fr

Accessible à partir de l'adresse
www.pple.fr

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.



Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.



Notre ADRESSE MAIL

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr